

ÉRIK GUAY

ERIK GUAY

DEVIENT LE PREMIER QUÉBÉCOIS À REMPORTER UNE COURSE DE LA COUPE DU MONDE DE SKI ALPIN

Un quatrième titre de suite pour Jennifer Heil à la Coupe du monde de ski acrobatique

SPORTS PAGES 2 ET 3

PHOTO TIMM SCHAMBERGER, AFP, PHOTOMONTAGE, LA PRESSE

OSCARS 2007

DERNIÈRES RUMEURS DE HOLLYWOOD

NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE NATHALIE PETROWSKI

La reine Mirren, le roi Whitaker

RADAR PAGES 1 À 3

DES QUÉBÉCOIS À LOS ANGELES

Cinq personnes qui ont réalisé leur rêve californien

Un reportage de notre correspondant Nicolas Bérubé

PLUS PAGES 1, 4 ET 5

VENDRE SA MAISON SANS AGENT... SANS PROBLÈME?

À VOS AFFAIRES PAGES 1 À 3



SANTÉ

ANTIDÉPRESSEURS POUR DES ENFANTS DE 2 ANS ?

ACTUEL SANTÉ PAGES 1 À 3

POKER

LA DEUXIÈME CARRIÈRE DE PATRICK BRUEL

SPORTS PAGE 7



Patrick Bruel

LA PLATEFORME ÉLECTORALE DU PQ ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UN BON GOUVERNEMENT ET UN... RÉFÉRENDUM

TOMMY CHOUINARD

LAVAL - Malgré l'obligation contenue dans son programme politique de présenter un « projet de pays » à l'occasion des élections générales, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a dévoilé hier une plateforme

électorale dont les engagements peuvent se réaliser même si le Québec demeure une province.

Le leader péquiste s'est défait de quelques obligations contraignantes au sujet de la souveraineté prévues dans le programme de son parti, adopté il y a moins de deux ans.

Plutôt que de dessiner comme prévu les contours de ce que serait un Québec souverain, André Boisclair a décidé d'inscrire dans sa plateforme les promesses d'un gouvernement provincial.

» Voir PQ en page A2



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Les militants péquistes ont endossé sagement la plateforme électorale de leur parti hier lors de leur conseil national, à Laval. On voit ici le chef André Boisclair, entouré de quelques-uns des candidats qui défendent les couleurs du PQ.

Des manteaux qui ont du chien !

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES - Des manteaux d'hiver haut de gamme sont discrètement en train d'être retirés des présentoirs aux États-Unis depuis que des tests ont révélé que leur élégant col en fourrure synthétique était en

fait un col en fourrure de chien. Signés par des entreprises connues comme Andrew Marc et Tommy Hilfiger, les manteaux en question sont vendus dans les boutiques qui comptent parmi les plus chic au pays.

» Voir CHIEN en page A6

UNE GUERRE OUBLIÉE

» TROISIÈME VOLET À LIRE DANS LE CAHIER PLUS À VOIR, LIRE ET ENTENDRE SUR CYBERPRESSE.CA

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
Le PQ désigne désormais le référendum comme étant une consultation populaire. Bientôt, ce sera une petite question en passant.
Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



Nikon D80 10,2 MP
GARANTIE 2 ANS Nikon
- Capteur CCD de 10,2 mégapixels
- 3 images / seconde
- Moniteur ACL de 2,5 po
- Système de mesure i-TTL
- Système AF sur 11 zones
- Includant un objectif 18-135 mm
1 379⁹⁹\$

À l'achat d'un D80 ou d'un D40 Recevez EN PRIME un sac photo (valeur de 49\$)



Nikon D40 GARANTIE 2 ANS Nikon
- Capteur CCD de 6 mégapixels
- Moniteur ACL de 2,5 po
- Autofocus sur 3 zones
- Includant un objectif 18-55 mm
729⁹⁹\$



70-300 mm VR f/4.5-5.6G IF-ED
- Zoom puissant d'amplitude 4,3x
- 2 modes de mise au point
- Système de réduction de vibration optique (VR) **619⁹⁹\$**



COOLPIX L5 GARANTIE 2 ANS Nikon
- Capteur CCD de 7,2 mégapixels
- Zoom optique Nikkor ED 5x
- Système de réduction de vibration optique (VR) **299⁹⁹\$**

L.L. Lozeau
LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert 514.274.6577
Montréal (Québec) www.lozeau.com
lozeau.com accord D Desjardins METRO Valide jusqu'au 10 mars 2007 BEAUBIEN

LA CAMPAGNE EN DIRECT

DANS L'AUTOBUS

JE L'AURAI DANS LA MÉMOIRE LONGTEMPS

Pas une campagne électorale ne se passe sans que les partis ne mettent de l'avant une ritournelle. Celle des libéraux est, cette fois-ci, particulièrement entraînante. Chaque fois que Jean Charest fait son entrée dans une assemblée partisane, les paroles se superposent aux sons des guitares électriques et l'accompagnent jusqu'à l'estrade. « Encore plus loin entre nous. On va bâtir notre avenir. Encore plus loin avec vous. Travailler fort pour finir », fait-on chanter aux militants. Une consultation populaire a toutefois permis à *La Presse* de constater que les avis sont partagés sur ladite chanson, composée par une PME de la Beauce. Un militant libéral, dont nous tairons le nom, a même confié qu'il lui attribue une note de 7/10. « Sans les paroles, ça serait pas mal! » a-t-il lancé. Un journaliste chevronné juge pour sa part qu'elle est inférieure à la moyenne des jingles électoraux. Malheureusement, nous n'avons pu joindre Stéphane Venne, auteur de la célèbre chanson du PQ en 1976, pour obtenir son avis.

ILS ONT DIT

« Chat noir, chat blanc, l'important c'est qu'il attrape la souris. »

— Marc Laviolette, candidat du PQ, à propos de l'utilisation du terme « consultation populaire » au lieu du mot référendum dans la plateforme de son parti

« Ils auraient pu donner un autre titre à leur programme. Ils auraient pu appeler cela : "de la trappe à homard à la trappe à souris". »

— Jean Charest, à propos de la plateforme du PQ

« Cette feuille de route, c'est plus que des promesses. »

— André Boisclair, brandissant le document de sa plateforme

À LIRE DANS NOS PAGES

LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL

EN PAGE A5

LES CHEFS AUJOURD'HUI

ANDRÉ BOISCLAIR PQ

Montréal et Rive-Sud (investitures de Diane Lemieux dans Bourget, Bernard Drainville dans Marie-Victorin et Elsie Lefebvre dans Laurier-Dorion)

JEAN CHAREST PLQ

Boucherville (conférence de presse), Saint-Roch-de-l'Achigan (rassemblement de militants)

MARIO DUMONT ADQ

Saint-Jean Chrysostome (rassemblement de militants), Vanier (porte-à-porte)

LE POIDS MÉDIA

LE POIDS DE LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS HIER

LES CHEFS

Jean Charest	42 %
André Boisclair	33 %
Mario Dumont	21 %
Françoise David	2 %
Scott Mackay	2 %

LES ENJEUX

Mont-Orford	24 %
Aide financière à la Kruger	12 %
Politique familiale de l'ADQ	9 %
C. difficile	8 %

Influence Communication calcule l'espace médiatique occupé par les chefs de parti et les enjeux en sondant les nouvelles portant sur la campagne électorale diffusées et publiées au Québec.

Source: Influence communication
www.influencecommunication.ca

DE LA TRAPPE À SOURIS

Libéraux et adéquistes font une lecture sévère

HUGO DE GRANPRÉ ET MALORIE BEAUCHEMIN

Sitôt présentée, la plateforme du PQ, appelée « Feuille de route », a essuyé les critiques des autres partis inscrits dans la course électorale. Premiers à réagir, les libéraux ne retiennent qu'une chose : l'utilisation de l'expression « consultation populaire » au lieu du mot référendum.

« En refusant d'inclure le mot référendum dans sa plateforme, André Boisclair sous-estime gravement l'intelligence et le bon sens des Québécois, a déclaré Jean Charest hier à Saint-Hyacinthe. On sait très bien pourquoi le Parti québécois existe, on connaît très bien son objectif. »

M. Charest a été encore plus cinglant en après-midi, à Sorel, après avoir pris connaissance des propos du candidat vedette du PQ et chef du club politique SPQ, Marc Laviolette, qui, interrogé sur le sens à donner à ce choix de vocabulaire, a déclaré : « Chat noir, chat blanc, l'important, c'est qu'il attrape la souris ».

« Voilà ce que pense André Boisclair de vous, les citoyens du Québec. De chacun et chacune d'entre nous. Comme si nous étions, nous, une souris que l'on doit attraper », a lancé Jean Charest.

Le premier ministre a profité de l'occasion pour rappeler les propos de Jacques Parizeau, il y a quelques années, qui avait comparé la démarche référendaire à une cage à homard. « On y entre

sans s'en apercevoir, mais il est impossible d'en sortir », avait alors déclaré l'ancien chef du PQ.

« Ça, c'est le vieux film de 1995, a dit Jean Charest devant une centaine de sympathisants.

« Il n'y a pas de souffle, pas de vision, il n'y a que des mots, rien de neuf. »

Ils auraient pu donner un autre titre à leur programme. Ils auraient pu appeler ça : "de la trappe à homard à la trappe à souris". Avec les mêmes résultats. Avec les mêmes conséquences. »

Les propos de Jean Charest ont rapidement été imités par

quelques-uns de ses lieutenants. Le ministre sortant des Affaires intergouvernementales, Benoît Pelletier, et deux de ses collègues, les ministres Raymond Bachand et Jean-Marc Fournier, se sont pliés à un exercice de démolition en règle du programme du Parti québécois.

M. Pelletier s'est demandé pourquoi les péquistes ne parlaient pas clairement de la tenue d'un référendum. « Je crois qu'ils sont gênés par cette proposition », a-t-il dit, en ajoutant qu'ils veulent « mêler les cartes », alors que référendum est un terme compris par la population.

Les trois ministres libéraux ont déploré que le document détaille, avec précision, le plan d'accèsion



PHOTO DAVID BOILY, PC

André Boisclair, accompagné ici de Linda Goupil, a salué les militants du PQ, petits et grand, réunis à Laval pour adopter leur « feuille de route ».

Un bon gouvernement et un... référendum

suite de la page A1

Malgré tout, le chef péquiste l'a dit et même répété : il entend « tenir un référendum ».

S'il est élu, le PQ compte réinvestir 400 millions de dollars dans les cégeps et les universités, et 450 millions supplémentaires dans les soins à domicile.

« Nous proposons un gouvernement qui sera responsable, a lancé André Boisclair à ses militants réunis en conseil général à Laval. Il faut reconstruire la confiance des Québécois après quatre ans de promesses rompues. Ce que nous proposons en campagne, on va le réaliser après notre élection. »

Selon les termes de sa plateforme, le PQ « est résolu à tenir une consultation populaire sur la souveraineté le plus tôt possible durant son premier mandat ». Le mot « référendum » ne figure pas dans la plateforme – ce qui a outré Jean Charest – mais l'expression « agenda référendaire » s'y trouve.

Dans son discours, André Boisclair a utilisé le mot « référendum », insistant sur sa détermination à en tenir un. « Est-ce qu'il y a quelqu'un au Québec qui doute de notre désir de faire un référendum sur la souveraineté? » a-t-il demandé en conférence de presse. Le changement de langage dans la plateforme est justifiable selon lui par le fait que la loi qui encadre les référendums s'intitule *Loi sur les consultations populaires*.

Le chef du PQ a assuré que les engagements prévus dans la plateforme peuvent être réalisés si le

Québec demeure une province, donc « à même les moyens dont on dispose ». Or, le programme politique du PQ prévoit que la plateforme doit proposer beaucoup plus d'engagements relatifs à la souveraineté afin d'en faire « l'enjeu » de la campagne électorale.

Il exige par exemple d'inclure des politiques nationales sur la santé, l'éducation et la culture qui seraient en vigueur dans un Québec souverain, le tout afin de définir plus précisément ce que serait le pays. « La formulation de politiques nationales pour le pays, dépassant la seule gouverne provinciale, s'avère essentielle pour rendre concret le projet de pays et permettre d'énoncer des engagements électoraux pour le pays. Ce projet de pays sera l'enjeu de la prochaine élection », souligne le document, précisant que les politiques en question doivent être diffusées avant le scrutin.

André Boisclair a abandonné cette idée. « Quand je vois l'appui unanime qui a été donné à notre conseil national spécial, je comprends que les militants sont satisfaits de la démarche », a-t-il dit.

La plateforme, appelée « feuille de route », a été adoptée hier à l'unanimité, sans aucun débat. Quatre de ses 24 pages traitent de souveraineté. On y propose notamment la création de « forums » dans toutes les régions pour échanger sur le projet indépendantiste.

La « feuille de route » encaisse la volonté du chef de « soulager le capital », car elle propose notamment l'abolition de la taxe sur le capital pour toutes les entreprises sauf celles du secteur financier.

Mais le PQ fait aussi un clin d'œil à son aile gauche en s'engageant à indexer pleinement les prestations des assistés sociaux aptes au travail.

Pour les familles, le PQ promet de créer 20 000 places additionnelles dans les CPE, tout en maintenant le tarif à 7 \$ par jour. Mais il renonce à promettre la semaine de quatre jours comme il l'avait fait en 2003.

Un gouvernement péquiste ne baisserait pas les impôts, à moins qu'il y ait une forte croissance économique (croissance réelle du PIB plus élevée que 2,5 %). S'il est élu, le PQ entend maintenir le gel des droits de scolarité, mais il n'encadrera pas les frais afférents, qui ont explosé dans les dernières années.

En santé, un gouvernement péquiste ferait porter à 300 le nombre de groupes de médecins de famille, en plus d'embaucher davantage d'infirmières. Le PQ entend garantir à tout Québécois « l'accès à une chirurgie à l'intérieur de délais vraiment acceptables sur le plan médical ».

Au chapitre de l'environnement, le PQ propose l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable pour les laissez-passer de transport en commun. Il promet de réduire de 10 % en cinq ans et de 20 % en 10 ans la consommation globale de produits pétroliers.

Les engagements du PQ s'élèvent au total à 3,5 milliards par année au total. Le PLQ, lui, chiffre ses engagements à 4,5 milliards. « Jean Charest conduit les Québécois à de nouvelles promesses non tenues », a conclu André Boisclair.

À NE PAS MANQUER SUR CYBERPRESSE

Vous avez des questions à propos d'une circonscription? Consultez vite la carte interactive de Cyberpresse. Vous y trouverez tous les renseignements pertinents (député, données démographiques de la circonscription, résultats des dernières élections, etc.). Pour y accéder, entrez dans la zone Les élections en direct, puis dans Tour du Québec et finalement dans Carte interactive du Québec.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	RADAR 14
Astrologie du jour	ACTUEL 8
Décès	ACTUEL 9
Forum	A 12 et 13
Horaire télévision	RADAR 4
Loteries	A 6
Monde	A 11
Personnalité	A 14
Petites annonces	ACTUEL 7
Poker	SPORTS 7
Sudoku	AFFAIRES 5
Superguille	ACTUEL 10
Têtes d'affiche	RADAR 8

Météo

Ensoleillé, maximum -5, minimum -15.
SPORTS 7

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

AUX CAROTTES TROP CUITES

de la « feuille de route » du Parti québécois

à la souveraineté, en même temps qu'ils lui reprochent de manquer de clarté. « Il n'y a pas de souffle, pas de vision, il n'y a que des mots, rien de neuf », a condamné le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand.

Au dire du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, la « feuille de route » est un « aveu de culpabilité de neuf ans de pouvoir » du PQ, qui reconnaît par la même occasion les bons coups des libéraux en les copiant, en éducation et en santé.

Aveu d'échec

Le chef de l'ADQ a lui aussi réagi à la présentation du programme péquiste. Mario Dumont a tourné

en ridicule la façon de fonctionner de ses adversaires souverainistes.

« J'ai l'impression que les différentes factions et groupuscules du PQ ont négocié dans la nuit avant d'envoyer ça à l'imprimerie, a-

« La langue de bois n'a pas sa place dans un débat aussi important que celui de l'indépendance du Québec. »

il dit. C'est plus le résultat d'une négociation où tout le monde a tiré la couverture qu'une vision claire. »

Le leader adéquisté a remis en question le leadership du chef péquiste. « On a bien plus l'impression qu'André Boisclair a été une victime plutôt qu'un leader »,

a affirmé M. Dumont. Et il a ajouté : « Ce programme est mou comme des carottes trop cuites. »

Pour Québec solidaire, la plateforme électorale du Parti québécois ne propose rien d'autre que de

« vieilles recettes ». « Il faut avoir le courage de soutenir nos positions, a déclaré la porte-parole principale du parti, Françoise David. La langue de bois n'a pas sa place dans un débat aussi important que celui de l'indépendance du Québec. Québec solidaire s'engage à tenir un

référendum dès la fin des travaux de l'assemblée constituante que nous mettrons en place. »

La voix étudiante

Réunis en congrès à Rouyn-Noranda, les membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont salué certains engagements électoraux du PQ en matière d'éducation. « Il faut se réjouir, au nom des valeurs et intérêts des étudiants québécois, de l'engagement ferme du PQ de maintenir le gel des frais de scolarité et de réinvestir dans les universités », a déclaré Christian Béclair, président de la FEUQ.

— Avec la collaboration de Mario Girard et de la Presse Canadienne

LES « SEPT GRANDS CHANTIERS » DU PQ

ÉDUCATION

- » Embaucher 1500 spécialistes pour aider les enfants en difficulté d'apprentissage.
- » Diminuer de 10 % la taille des classes à la fin du primaire et au début du secondaire.
- » Ouvrir les écoles de 8 h à 17 h pour offrir de l'aide aux devoirs ou d'autres activités.
- » Investir massivement dans l'entretien et l'amélioration des écoles.

ENVIRONNEMENT

- » Instaurer un crédit d'impôt remboursable pour les laissez-passer de transport en commun.
- » Abolir la TVQ sur l'achat de véhicules hybrides ou électriques.

ÉCONOMIE

- » Abolir la taxe sur le capital.
- » Bonifier les incitatifs fiscaux pour encourager les nouveaux investissements.

SANTÉ

- » Améliorer les soins à domicile.
- » Augmenter le nombre de groupes de médecins de famille.
- » Garantir l'accès aux chirurgies dans des délais médicalement acceptables.

RÉGIONS

- » Augmenter le soutien aux secteurs de la forêt et de l'agriculture.
- » Créer de nouvelles redevances sur les ressources naturelles.

SOLIDARITÉ

- » Indexer pleinement les prestations d'aide sociale.
- » Créer un programme d'accès à la propriété pour les jeunes familles.

SOUVERAINÉTÉ

- » Créer des forums sur la souveraineté dans toutes les régions.
- » Concevoir le cadre législatif et juridique du pays.
- » Soumettre la question à l'Assemblée nationale.
- » Tenir une consultation populaire le plus tôt possible.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Le Parti québécois et son chef, André Boisclair, ont maintenant leur plateforme électorale qu'ils tenteront de « vendre » aux Québécois au cours des prochaines semaines.

À visière levée vers une « consultation populaire »



DU BUREAU DE QUÉBEC

DENIS LESSARD

ANALYSE

Souvent divisés, enclins à disséquer la moindre formule, les militants péquistes se sont vite ralliés hier. Dans ces premiers jours de campagne électorale, rien n'aurait été plus dangereux que de nouvelles prises de bec publiques sur l'étatisation de l'éolien ou la construction du pont de la 25.

Aussi, sans trop finasser dans la formulation, la plateforme du PQ rendue publique hier à Laval engage André Boisclair à tenir un référendum sur la souveraineté dès son premier mandat.

Dans une salle où le micro destiné aux intervenants « contre » semblait carrément débranché, les militants péquistes ont en un tournemain adopté la « feuille de route » que propose le PQ aux prochaines élections. Il s'agissait d'un passage obligé, le PQ se devait de répliquer, chiffre pour chiffre aux promesses libérales : on y arrive en une cinquantaine de pages, où il serait difficile d'identifier une idée dominante.

Hier matin, avant le vote, une animé, sur la plateforme, une série d'interventions plus ou moins spontanées des candidats vedettes tournaient toutes autour de la souveraineté. L'idée rallie tout

le monde, et rapidement, surtout à l'approche du combat. « Nous voulons un pays francophone en Amérique », a dit Bernard Drainville, qui a eu droit à une ovation debout. Et Robin Philpot, le compère de Norman Lester dans l'affaire d'Option-Canada, un tonnerre d'applaudissements pour son intervention : « c'est Jean Charest qui a peur de parler du référendum... de 1995 ». On a aussi sorti Pierre Curzi et Marc Laviolette, autant de visages connus dont la présence est susceptible d'encourager les troupes.

En après-midi, les organisateurs péquistes avaient des devoirs bien plus concrets : comment éviter que, comme en 2003, le parti perde 11 circonscriptions par moins de 1000 voix. Signe du manque de préparation de la machine péquiste : dans deux comtés, Groulx et Montmorency, les assemblées pour le choix d'un candidat auront lieu le 2 mars... 10 jours après le début d'une campagne qui n'en compte que 33.

Aussi les stratèges péquistes confient qu'ils n'ont pas eu à cogiter très longtemps sur la place que devait avoir la souveraineté dans la plateforme électorale péquiste. De toute façon, l'adversaire libéral va, jour après jour, brandir le spectre de la tenue d'un référendum. Avoir l'air d'adopter un faux-fuyant aurait été bien plus dommageable pour la campagne péquiste.

C'est pourquoi même les affiches du PQ proposent un « OUI » aux électeurs — rien ne pouvant

davantage évoquer les référendums de 1995 et 1980.

Le pari est simple : le PQ doit, au moins, faire le plein des nationalistes s'il veut penser au pouvoir. Or, tandis que le parti d'André Boisclair végète entre 30 et 35 % d'intentions de vote dans les sondages, la souveraineté se maintient autour de 45 % — elle atteignait

Le pari est simple : le PQ doit, au moins, faire le plein des nationalistes s'il veut penser au pouvoir.

même 48 % dans le dernier CROP qui pose la question sur la « souveraineté-partenariat » de 1995.

Avec un tel score, on peut penser que la souveraineté chez les seuls francophones est même proche des 60 %, une donnée importante hors de la grande région de Montréal. Bien sûr, quand on leur demande s'ils veulent un référendum, 67 % des gens disent clairement non — même que seulement 60 % des voteurs péquistes veulent un référendum. Mais même la tenue d'élections générales n'est jamais populaire dans ces enquêtes, les gens sautent rarement de joie à l'idée d'aller voter.

Avant d'aller chercher les verts, débaucher des adéquistes repentants ou de virer à gauche toute pour séduire les troupes de Françoise David, le PQ se devait de se concentrer sur son « core business » comme disent les gourous de l'entreprise; le vote souverainiste. Ce serait déjà ça de pris

sur Mario Dumont — son parti « autonomiste » puisant largement chez les nationalistes traditionnellement acquis au PQ.

Aussi, le discours d'André Boisclair a largement porté sur la souveraineté hier. On a décidé d'en parler en début de campagne pour que les reporters qui suivent la tournée, une fois bien rassasiés

des spéculations sur le lendemain d'un Oui, optent rapidement pour un autre plat du jour.

Bien sûr, la plateforme déposée hier devait arrêter une formulation.

« Un gouvernement du Parti québécois est résolu à tenir une consultation populaire sur la souveraineté le plus tôt possible durant son premier mandat. » La petite phrase fut triturée pendant plusieurs minutes hier par une cohorte de journalistes. Comme des exégètes qui auraient mis la main sur un nouvel Évangile, on questionna, on soupesa. « Résolu » n'apporte-t-il pas une nuance ? C'est moins contraignant que « fera »...

Pourquoi parler de « consultation populaire » pour accueillir le « référendum » que désapprouvent les Québécois ?

« Il n'y a aucune ambiguïté sur la souveraineté. Nous en faisons notre fierté », tranchait hier André

Boisclair : le référendum est prévu par une loi qui s'intitule précisément Loi sur les consultations populaires.

Une fois élu, un gouvernement péquiste tiendra son référendum dans les mois suivants. Si le Oui l'emporte, il fera adopter une « Proclamation d'indépendance du Québec » à l'Assemblée nationale après une « période de négociation d'au plus un an avec le gouvernement du Canada ». Si ces discussions sont infructueuses, il y aura déclaration unilatérale d'indépendance, a précisé M. Boisclair.

Bien sûr, la plateforme péquiste fait des propositions sur l'ensemble des enjeux. Il faudra oublier les 250 millions annuels de baisses d'impôts promises par le PLQ si André Boisclair est élu.

Pour le PQ, le plan libéral surestime de 1 milliard de dollars par année la marge de manœuvre financière du gouvernement. Comme pour évoquer les promesses non tenues des libéraux, M. Boisclair martelait aussi hier la nécessité pour le PQ de susciter la « confiance » des électeurs.

Il ne mettra pas la hache dans les Fonds des générations qui doit payer la dette. Mais il n'y versera un chèque que lorsque la croissance économique dépassera les 2,5 %. Et encore là, ces surplus seront partagés avec les baisses d'impôts. Aussi, il n'y aura plus que 18 ministres, promet M. Boisclair, qui était lui-même l'un des 28 ministres du cabinet Landry, le plus nombreux de l'histoire du Québec.

ÉLECTO... CHOCS

MARIO GIRARD

Papa, ça pue!

Rien de tel qu'un attendrissant moment familial pour séduire les journalistes qui suivent les chefs durant la campagne. C'est ce qu'a fait hier Mario Dumont en amenant ses trois enfants dans une ferme laitière en compagnie de membres des médias. Mais pendant que M. Dumont y allait d'un savant exposé sur la gestion des fermes laitières, la fille du chef, âgée de 4 ans, s'est écriée : « Papa, ça pue ici! » pendant que son frère, Charles, 7 ans, se bouchait le nez. On ne pourra pas reprocher aux enfants de Mario Dumont de manquer de naturel et de franchise.

Charest et les cultivateurs



PHOTO IAN BARRETT, PC

Le premier ministre Jean Charest et sa femme ont visité une ferme avicole, hier.

Jean Charest ne s'est jamais intéressé au sort des agriculteurs et a détruit 600 hectares de terres agricoles avec le prolongement de l'autoroute 30, pense le chef adéquiste Mario Dumont. Ce dernier s'est attaqué au bilan gouvernemental en matière d'agriculture. Le chef de l'ADQ reproche au gouvernement Charest de s'être montré insensible aux problèmes des agriculteurs et d'improviser des engagements à leur endroit en pleine campagne électorale.

Tintamarre pour Boisclair

Pour signifier leur désir d'obtenir des engagements clairs de la part des partis politiques, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) accueillera avec des chaudrons, des poêles à frêre et des sifflets le chef du Parti québécois, André Boisclair, cet après-midi au moment où il se rendra à l'investiture d'Elsie Lefebvre dans Laurier-Dorion. Ce tintamarre aura lieu devant le centre des loisirs communautaires Lajeunesse. Il est à parier que le FRAPRU ira rencontrer les autres chefs au cours des prochains jours.

Voter à 14 ans

D'ici au 26 mars, les jeunes Québécois de moins de 18 ans auront l'occasion de vivre l'expérience électorale en participant à un scrutin fictif. Électeurs en herbe est un projet non partisan consacré aux adolescents et conçu par les Forums jeunesse de la province. Il permet aux jeunes de se familiariser avec notre système politique et de prendre connaissance des enjeux électoraux de l'heure. Les écoles et les maisons de jeunes peuvent en faire la demande et l'appliquer.

François Rebello se sonde

Le vice-président national du Parti québécois et président de la commission politique du même parti, François Rebello, sera confirmé candidat dans la circonscription de LaPrairie aujourd'hui. Il profitera de l'occasion pour rendre publics les résultats d'un sondage sur l'appréciation de ses prises de position et sur les intentions de vote que lui prête la population.

Québec solidaire lance sa plateforme

Au tour de Québec solidaire de dévoiler sa plateforme électorale. L'événement a lieu cet après-midi à Montréal. Si les porte-parole officiels demeurent fidèles à leurs engagements, les enjeux devraient comprendre des thèmes comme l'environnement, particulièrement l'eau et l'éolien, la famille, la souveraineté, l'économie sociale ainsi que la lutte contre la pauvreté. En soirée, le parti lancera officiellement sa campagne dans la région de Québec.

L'aile gauche du PQ grossit

Un deuxième membre du SPQ-Libre, l'aile gauche plus radicale du Parti québécois, plonge dans la campagne électorale. Après le syndicaliste Marc Laviolette, voilà que Pierre Dubuc annonce qu'il sera candidat dans la circonscription de Groulx. M. Dubuc est le directeur de *L'Aut'journal*. Avec la collaboration de Malorie Beauchemin et la Presse Canadienne

ADQ

Ambitieux projet d'efficacité énergétique

MALORIE BEAUCHEMIN

SHAWINIGAN — Mario Dumont a présenté hier un ambitieux plan d'efficacité énergétique qui permettrait à terme d'économiser 16 térawattheures d'énergie propre, que le Québec pourrait vendre à profit à ses voisins américains et ontariens.

À titre de comparaison, le projet de déviation de la rivière Rupert, lancé officiellement par le gouvernement de Jean Charest en janvier, devrait permettre à Hydro-Québec de produire 8,5 TWh (ou milliards de kilowattheures). Même que la production annuelle moyenne de la société est actuellement de 100 TWh.

Si on se fie aux chiffres avancés lors du lancement des travaux de la Rupert, le projet adéquiste de dégager 16 TWh d'ici 2015 équivaldrait à l'énergie nécessaire pour alimenter 800 000 clients résidentiels. En huit ans, c'est la moitié de la consommation de la ville de Laval qu'il faudrait économiser par année. Trois fois la production annuelle de la centrale de Gentilly.

« Comment on va payer ça? C'est simple, en demandant à Hydro de financer le projet de la même façon qu'elle finance les barrages », a expliqué M. Dumont, en marge d'une visite à la Cité de l'énergie de Shawinigan, où il était accompagné de ses candidats pour la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec.

Des gains d'efficacité

L'ADQ estime les coûts annuels de départ à 400 millions de dollars, pour un total d'investissements de 4 milliards, mais qui rapporteraient bien davantage aux Québécois.

« On dit qu'entre 4 et 5 cents du kWh, on peut aller chercher des gains d'efficacité énergétique qu'on peut revendre facilement sur les marchés à 9 cents du kWh », a souligné M. Dumont. Selon lui, investir dans des entreprises du secteur de l'efficacité énergétique per-



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Le chef de l'ADQ Mario Dumont a visité une ferme hier avec ses trois enfants. On aperçoit sur notre photo la petite Juliette, 4 ans, et sa sœur Angela, 10 ans.

mettra aussi un jour d'exporter les technologies propres qui auront été mises au point. Le plan adéquiste doublerait les cibles et investissements du gouvernement actuel en matière d'efficacité énergétique.

M. Dumont y voit d'ailleurs des gains à d'autres niveaux. « Quand on exporte de l'électricité du Québec, on remplace du charbon ou d'autres énergies plus polluantes, a-t-il expliqué. On rentre de l'argent chez nous et on sort de la pollution de notre continent. »

L'ADQ prévoit économiser ces quantités ambitieuses d'énergie de quatre façons. D'abord en rénovant les maisons et logements vétustes. Puis en créant des

incitatifs fiscaux pour les entreprises qui se convertissent à des équipements et procédés plus performants en matière d'énergie. Ensuite, le parti prévoit un programme pour inciter les ménages à remplacer les vieux appareils électroménagers et chauffe-eau énergivores. Enfin, un gouvernement adéquiste mettrait en place une politique incitant les organismes publics à prendre le virage de l'efficacité énergétique.

M. Dumont a d'ailleurs profité de l'occasion pour accuser le gouvernement Charest d'avoir maintenu le Québec « dans le peloton de queue de l'Amérique du Nord dans l'efficacité énergétique ».

Un candidat de l'ADQ, autonomiste convaincu

MALORIE BEAUCHEMIN

SHAWINIGAN — Militant souverainiste de longue date, candidat à l'investiture du Bloc québécois en 2005, l'enseignant à la retraite Robert Deschamps est maintenant convaincu que l'autonomie du Québec est plus réaliste que l'indépendance.

Maintenant candidat adéquiste, M. Deschamps qualifie les propositions de Mario Dumont de « nouveau beau risque » pour la province. Après la défaite référendaire de 1980, René Lévesque avait proposé de s'allier au Parti progressiste-conservateur de Brian Mulroney pour réformer le fédéralisme canadien. Cette initiative, appelée « beau risque », avorta avec l'accord du lac Meech.

Hier, dans sa circonscription de Saint-Maurice, M. Deschamps a souligné que l'autonomie du Québec passait par des négociations constitutionnelles. « On se dirige vers un nouveau pacte d'union canadienne et le seul qui peut le faire, c'est le chef de l'ADQ avec son programme », a expliqué le candidat, juste avant que les organisateurs du parti viennent l'enlever des griffes des journalistes.

« M. Dumont prône la récupération de tous les points d'impôt au Québec, c'est comme ça qu'on va pouvoir négocier d'égal à égal avec Ottawa », a eu

le temps d'ajouter M. Deschamps, qui a longuement souri lorsqu'un journaliste lui a rappelé que son discours ressemblait étrangement à celui sur la souveraineté-association.

En mai 2005, alors qu'il annonçait sa candidature à l'investiture dans Saint-Maurice-Champlain, il avait déclaré que le Bloc québécois serait un outil qui « ouvrira les portes à l'indépendance ».

SAINT-MAURICE

POPULATION
44 613 habitants

NOMBRE D'ÉLECTEURS
INSCRITS
36 227

COMPOSITION ETHNIQUE (selon la langue maternelle)
Francophones à 98,8 %

ÂGE MOYEN
41 ans

SCOLARITÉ (population de 20 ans et plus)
Études universitaires : 11,7 %
Moins d'une 9^e année : 18,7 %

REVENU MOYEN DES MÉNAGES
40 935 (18,1 % sous la moyenne québécoise)

CHÔMAGE*
Élevé

PRINCIPALE VILLE
Shawinigan

COMPORTEMENT ÉLECTORAL AUX
DERNIÈRES ÉLECTIONS

AVRIL 2003 :

PLQ	PQ	ADQ
32,3 %	34,7 %	32,1 %

NOVEMBRE 1998 :

PLQ	PQ	ADQ
36,3 %	49,2 %	14,2 %

DÉPUTÉ

Claude Pinard (PQ)

* Niveau du chômage par rapport à la moyenne québécoise (en 2001)

26 MARS 2007
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

FINANCEMENT POLITIQUE? DÉPENSES ÉLECTORALES?
POUR EN CONNAÎTRE LES RÈGLES :

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)
www.electionsquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



ÉLECTIONS 2007

Référendum et Andrérendum



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUE

Et c'est reparti : un autre débat sur le vrai sens des mots du programme du Parti québécois, sur les réelles intentions de son chef, sur la stratégie référendaire et sur la date du prochain référendum, heu, pardon, de la prochaine consultation populaire...

Une autre séance de « gossage de poils de grenouille », pour reprendre une expression de l'ancien ministre péquiste Guy Charette, qui en a vécu lui-même quelques-unes en près de 30 ans au PQ.

Cette fois, toutefois, ce ne sont pas les militants du PQ qui ont disséqué les mots de leur chef et soupesé ses intentions. Non, ceux-ci ont été d'une sagesse exemplaire, approuvant sans débat (chose rarissime au PQ) le programme électoral, hier à Laval.

Ce sont plutôt les médias qui ont torturé la « feuille de route » du Parti québécois pour essayer de lui faire dire ce qu'elle tait : le mot référendum.

Mais quelle drôle d'idée aussi de la part des stratèges péquistes de faire disparaître le terme référendum du programme pour le remplacer par « consultation populaire ». C'est aussi transparent que simplet comme stratégie.

Bien sûr, le mot référendum a une connotation négative pour bien des Québécois. Bien sûr, le seul mot rappelle des souvenirs douloureux de 1980 et 1995. Bien sûr, sa seule évocation a le pouvoir de faire disparaître tous les autres éléments du programme

Ce n'est pas en biffant le mot référendum que l'on peut taire l'évidence : le Parti québécois est un parti souverainiste et, pour arriver à la souveraineté, le référendum est un passage obligé.

politique. Mais ce n'est pas en le biffant que l'on peut taire l'évidence : le Parti québécois est un parti souverainiste et, pour arriver à la souveraineté, le référendum est un passage obligé.

En remplaçant référendum par consultation populaire, le PQ, c'est cousu de fil blanc, veut cacher un mot qui dérange et qui n'est pas très rentable électoralement. Bref, le PQ ne veut pas que l'on parle trop de référendum, mais la stratégie s'est retournée contre André Boisclair, qui a dû s'expliquer longuement devant

les médias et qui s'est fait accuser par Jean Charest de jouer sur les mots et de cacher la réalité. Voilà qui est plutôt contre-productif.

Le conseil national électoral d'hier devait être l'occasion pour André Boisclair de présenter – enfin – un peu de substance, de dire aux Québécois ce qu'il leur propose en éducation, en santé, en environnement. On aura plutôt retenu que le PQ veut toujours tenir un référendum sur la souveraineté du Québec le plus rapidement dans le premier mandat, mais qu'il ne veut pas trop

veiller tenir un référendum et faire la souveraineté du Québec, ce n'est un secret pour personne.

La manœuvre est tellement évidente qu'elle en devient grossière. C'est que pour prendre le pouvoir, le PQ doit réussir, à la fois, à convaincre le noyau de 40 à 45 % de souverainistes d'aller voter, sans toutefois effrayer ceux qui ne veulent pas d'un nouveau référendum à court terme.

Que Jean Charest saute sur cette omission dans le programme du PQ, c'était prévisible. Après tout, Jean Charest est à

En plus, il fait oublier ce qui est peut-être le plus important pour André Boisclair. C'est qu'en adoptant à l'unanimité le programme sans l'ombre du début d'une dissension, les militants du PQ ont donné un vote de confiance clair à leur chef, fragilisé il y a quelques semaines à peine par une fronde lancée par Bernard Landry.

Pas de débat, pas de déchirements, pas même sur la privatisation de l'énergie éolienne. Même les turbulents membres du SPQ-libre sont rentrés dans le rang, serrant les coudes derrière le chef.

En confiance, M. Boisclair a prononcé un discours inspiré devant les militants, qui semblent prêts à la suivre. Cela change des critiques que l'on entendait à propos d'André Boisclair depuis quelques semaines. Le courant passe, les troupes sont motivées, bref, le jeune chef du PQ a passé avec succès son premier « Andrérendum » devant les impitoyables militants péquistes.

Reste à convaincre les Québécois. Ce pourquoi, on y revient, André Boisclair ne veut pas trop insister sur le mot référendum.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur :
vincent.marissal@lapresse.ca

PARTI LIBÉRAL

Un nouveau plan pour séduire les agriculteurs

HUGO DE GRANDPRÉ

SAINT-HYACINTHE — Jean Charest s'est lancé à l'assaut des régions de Saint-Hyacinthe et de Sorel, hier, en présentant le plan libéral en matière d'agriculture. M. Charest espère ravir au Parti québécois certaines circonscriptions gagnées de peu lors des dernières élections.

Devant une assemblée d'agriculteurs, en avant-midi, le premier ministre a promis que son parti continuerait à mettre l'accent sur le dossier de la gestion de l'offre s'il était reporté au pouvoir.

M. Charest espère ravir au Parti québécois certaines circonscriptions gagnées de peu lors des dernières élections.

Avec un second mandat, a-t-il aussi affirmé, un gouvernement libéral réinvestirait 25 millions de dollars sur cinq ans dans des programmes de soutien aux industries agricoles et des pêches. Il poursuivrait aussi son travail en matière de gestion de l'offre. M. Charest était entouré de son équipe du secteur agricole, dirigée par son ministre de l'Agriculture

Yvon Vallières, pour présenter son plan d'action dans le domaine.

Deux ex-présidents des fédérations des producteurs de porc et de volaille, Claude Corbeil et Yves Baril, se présentent respectivement dans Saint-Hyacinthe et dans Nicolet-Yamaska. Ces deux circonscriptions sont représentées par le Parti québécois, qui les avait enlevées par de minces majorités en 2003.

Dans Saint-Hyacinthe la marge était d'à peine plus de 700 voix. L'ADQ avait toutefois obtenu un score de 22 %, grugeant la majorité du député local depuis 1994, Léandre Dion.

« Jean Charest ne s'est jamais intéressé à l'agriculture, a réagi le chef de l'ADQ, Mario Dumont. Il s'est intéressé à l'agriculture quand l'ADQ s'est levé à l'Assemblée nationale au cœur de la crise du bœuf. »

À Sorel en après-midi, Jean Charest a présenté la candidature de Gilles Salvas, le maire d'une municipalité locale qu'il espère voir défaire le péquiste Sylvain Simard, élu par un peu plus de 2000 voix.

M. Simard s'est déjà prononcé contre le maintien du gel des droits de scolarité. À la blague, Jean Charest a encouragé les militants de l'élire pour mettre fin aux « chicanes au Parti québécois. »

Avec Malorie Beauchemin



Le chef du Parti libéral Jean Charest et sa femme Michèle Dionne lors d'une visite dans une ferme de Saint-Hyacinthe hier.

PHOTO CHRISTINNE MUSCHI, REUTERS

Guy Ouellette confirme sa candidature

L'ex-policier succédera à Thomas Mulcair comme candidat dans Chomedey

HUGO DE GRANDPRÉ

LAVAL — Le Parti libéral a dévoilé l'identité de son 125^e et dernier candidat de cette campagne, hier en fin de journée. Sans surprise, c'est l'ex-policier Guy Ouellette qui succédera à Thomas Mulcair, l'ancien ministre de l'Environnement évincé du Conseil des ministres par Jean Charest en 2006.

Spécialiste des motards criminels, M. Ouellette devient donc candidat dans le château fort libéral de Chomedey, à Laval. Thomas Mulcair a remporté la bataille par près de 19 000 voix au dernier scrutin. Il représentait la circonscription depuis 13 ans. Jean Charest s'est félicité de cette candidature, affirmant que la loi et l'ordre sont des enjeux importants au Québec.

« La sécurité, la loi et l'ordre sont des enjeux très importants, a-t-il déclaré. Nous ressentons le besoin, en tant que gouvernement, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire en sorte que l'on vive dans une société sécuritaire. »

Guy Ouellette a admis arriver en politique avec un certain nombre d'idées en matière de sécurité. Il y a à peine un mois, par exemple, il témoignait devant un comité parlementaire à Ottawa afin d'émettre des recommandations en matière de lutte contre le crime organisé. Il y mentionnait la nécessité de donner plus de moyens aux corps policiers pour lutter contre le crime organisé.

« Pour l'instant, je suis en mode cueillette accélérée, a déclaré le candidat hier. Il y aura sûrement un autre forum où je serai en mesure de proposer des idées. Je pourrais améliorer la sécurité des gens et particulièrement celle des gens de Chomedey. »

M. Ouellette a été policier pendant 30 ans. En septembre 2005, il a publié le livre *Mom*, avec Normand Lester. L'ouvrage décrit la carrière criminelle du chef Nomad. Depuis sa retraite, il demeure un témoin expert consulté et respecté sur les questions de crime organisé.

Tant lui que le premier minis-

tre se sont bien gardés de confirmer qu'il occuperait le poste de ministre de la Sécurité publique dans un gouvernement libéral.

Questionné sur ses liens avec Chomedey, il a répondu avoir travaillé beaucoup au palais de justice qui se trouve sur le territoire en plus de maintenir de bons contacts avec les policiers de Laval. Au chapitre de ses priorités, « il est encore trop tôt pour en parler », a-t-il dit.

Jean Charest a souligné que l'expérience de son nouveau coéquipier serait très utile en matière de lutte contre les gangs de rue. Pour contrer le phénomène, son parti promet d'inclure 34 millions de dollars dans le prochain budget.

Avec cette nomination, les libéraux complètent leur phase de recrutement. L'ADQ a fait de même hier. Le PQ, pour sa part, enfile les assemblées d'investiture à une vitesse effarante depuis quelques jours, mais n'a toujours pas annoncé la fin du processus.

CHOMEDEY

POPULATION
69 522 habitants

NOMBRE D'ÉLECTEURS INSCRITS
54 593

COMPOSITION ETHNIQUE
(selon la langue maternelle)
> Francophones : 46,9 %
> Anglophones : 12,5 %
> Allophones : 40,6 %
- Grecs : 14,6 %
- Arabes : 6,1 %

ÂGE MOYEN
40 ans

SCOLARITÉ (population de 20 ans et plus)
Études universitaires : 19,4 %
Moins d'une 9^e année : 19,6 %

REVENU MOYEN DES MÉNAGES
48 964 \$ (même niveau que la moyenne québécoise)

CHÔMAGE*
Moyen

VILLE
Laval

COMPORTEMENT ÉLECTORAL AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS

AVRIL 2003 :

PLQ	PQ	ADQ
71,1 %	18,4 %	9,5 %

NOVEMBRE 1998 :

PLQ	PQ	ADQ
69,9 %	21,9 %	6,8 %

DÉPUTÉ
Thomas Mulcair (PLQ)

* Niveau du chômage par rapport à la moyenne québécoise (en 2001)



STÉPHANE LAPORTE

COLLABORATION SPÉCIALE

CHRONIQUE

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

La première coupure

Février 1972. Je passe mon examen d'entrée pour aller au Collège de Montréal. Dans la grande salle d'étude, des dizaines de petits gars qui ne se connaissent pas répondent aux questions de l'examen. Dans quelques mois, je ne serai plus un petit cul du primaire. Je vais être un grand du secondaire.

C'est épeurant. Je suis bien au primaire. D'abord l'école est en face de chez moi. À cinq minutes à pied de ma chambre. À une distance d'enfant. Le Collège est rue Sherbrooke. Au milieu des commerces et des hôtels. Dans le monde des adultes.

À l'école, tout est pensé pour les petits. La couleur des murs, la hauteur des tabourets, la grandeur des pupitres. Tout a un petit côté amusant. Au Collège, on se croirait déjà à l'Université. Tout est solennel. Les corridors aux grands murs blancs avec des cadres des finissants. Les bureaux immenses, les bibliothèques rangées. Tout est sérieux. Important.

À l'école, les maîtresses ont l'air de nos grandes sœurs. Elles sont toutes pimpantes. Elles chantent. Elles nous aident avec nos lacets détachés. Elles nous pincent une joue. Elles nous secouent les cheveux. Et parfois même, nous

donnent des bisous. Ici, il y a un grand prêtre qui m'a appelé Monsieur, tantôt, quand je me suis perdu en revenant des toilettes. Monsieur, l'étude est à droite. J'ai pas réalisé sur le coup que c'est à moi qu'il parlait. Monsieur... C'est ça que je vais devenir ici, un ti-monsieur.

À l'école, il y a des filles. Partout, des filles. La belle Johane Latour est assise devant moi. J'ai la vue sur ses cheveux et j'aime ça. Ils sont longs. Et parfois, elle se fait une queue-de-cheval avec une attache fleurie. C'est beau. Il y a aussi une fille derrière moi, la belle Sophie. Chaque fois que je me retourne, elle me sourit. C'est bien de savoir que chaque fois qu'on se retourne, un sourire nous attend. Au Collège, la personne qui passe le test devant moi est un gars. Il n'a pas de longs cheveux aux attaches fleuries, il a une brosse. La personne assise derrière moi est un gars. Il ne sourit pas. Il se joue dans le nez. Autour de moi, il n'y a que des gars. Le secondaire, ça se passe chacun de son côté. Les gars d'un bord, les filles de l'autre. Ce qui est très contrariant pour moi. Parce que moi, j'aime me tenir avec les filles. J'aime les faire rire. Cinq ans sans entendre le rire des filles, ça va être long.

Si j'allais à l'école publique,

je ne quitterais pas mes douces amies. Et si j'allais à Brébeuf, Stéphane Carrière, mon meilleur chum, serait avec moi. Y'a aussi Côté et Garant qui vont à Notre-Dame. Mais mon frère Bertrand est allé au Collège de Montréal, alors moi aussi je vais au Collège de Montréal. C'est déjà décidé. Et ça me va. Mon frère est mon héros, alors aller au même collège que lui, ça m'inspire. Mais je me sentrais mieux s'il était encore

L'enfance va me quitter dans six mois. Avec tous les visages qui l'accompagnent. Juste de m'en rendre compte fait déjà de moi un grand.

là. Parce qu'aujourd'hui, il n'y a personne de ma gang ici. Personne de mon école, à part Thibault, ne s'est inscrit au Collège de Montréal. Et Thibault, je ne lui parle jamais. Je suis donc entouré d'inconnus. Et je suis l'inconnu pour eux.

Après avoir passé six années à tisser des liens avec plein de petits copains et copines, faut que

je reparte à zéro. On efface tout, et on recommence. Le secondaire, c'est comme un voyage au loin. Et je ne suis plus sûr que ça me tente de partir.

Je pourrais pocher mon test. Répondre n'importe quoi. Qui a fondé Montréal? Jean Drapeau. Ce serait drôle si je répondais Jean Drapeau. Si je répondais des folies à toutes les questions. Les sulpiciens me refuseraient. Même si je suis le frère de mon frère. Et j'irais à l'école Saint-Luc, pas loin de chez nous, avec des filles. Ou mieux encore, je pourrais doubler ma sixième. Et rester encore une autre année à l'école à côté de ma chambre.

Quand on quitte la maison pour aller à l'école la première fois, c'est un choc, mais il nous prend par surprise. Comme tous les chocs du début de notre vie. Du coupage de notre cordon ombilical à la nuit noire, aux dents qui poussent. Notre vie est une succession de surprises. Oh, ça, ça brûle! Oh, tomber, ça fait mal. On vit en réaction. Sans avoir le temps d'angoisser.

Mais quand on arrive à 11 ans, on a des acquis. On a appris. On s'est fait un monde. Et du jour au lendemain, ce monde-là va disparaître en

entrant au secondaire. Et on a le temps de le voir venir, ce naufrage. Nous sommes en février, je sais qu'en septembre tout va changer. Et j'ai peur de ne pas être capable de suivre.

Mais je réponds quand même comme il le faut aux questions. L'orgueil est plus fort que la peur. De quoi j'aurais l'air à côté de mon frère? Pas accepté au Collège de Montréal, il n'en est pas question.

Messieurs, vos copies! C'est fini. Faut remettre le test d'entrée. Un grand prêtre ramasse les feuilles. Puis on s'en va. Sans se parler. On ne se connaît pas. On rejoint nos parents qui nous attendent. Ma mère a l'air émue. Son plus petit est rendu là. Elle n'a plus de bébé.

Aussitôt arrivé à la maison, je m'empresse de jouer avec mes autos. De redevenir un petit cul du primaire. L'enfance va me quitter dans six mois. Avec tous les visages qui l'accompagnent. Juste de m'en rendre compte fait déjà de moi un grand.

Bonne chance à tous les jeunes qui vivent ça en ce moment. Vous verrez, ce n'est pas si pire que ça. Quoique...

COURRIEL Pour joindre notre collaborateur stephane@stephanelaporte.com

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

LUNDI 19 FÉVRIER 2007

JACQUES VILLENEUVE AU BANQUIER

Son trip de musique. Plusieurs se demandent pourquoi il fait ça? C'est peut-être la seule façon qu'il a trouvée de nous laisser regarder derrière son impénétrable armure, derrière sa James Dean attitude, de nous raconter les émotions qui l'habitent, le temps d'une chanson. Et après, on pèse sur le gaz!

MARDI 20 FÉVRIER 2007

ENTREVUE EXCLUSIVE AVEC LES CHEVEUX DE BRITNEY SPEARS

Tout le monde en parle. Ils sont les vedettes de l'heure. Et c'est sur mon blogue qu'ils ont décidé de se confier pour la première fois, depuis qu'ils ont quitté la tête de Britney. Voici, en entrevue exclusive, les cheveux de Britney Spears.



Les cheveux de Britney Spears

MERCREDI 21 FÉVRIER 2007

UN APRÈS-MIDI CHEZ CLAUDE DUBOIS

Mardi midi, j'arrive chez Claude Dubois, dans le Nord. Dépassé Morin Heights. C'est pas le Labrador, mais c'est pas à la porte non plus. Il y a plein de voitures devant sa grande maison.

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte: www.cyberpresse.ca

Médicaments d'exception: délais dangereux

PASCALE BRETON

Des médecins montent au front pour dénoncer les délais administratifs qui retardent la médication de leurs patients, notamment le Plavix, l'un des 150 médicaments inscrits sur la liste d'exception de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Certains patients risquent même d'en mourir, affirment-ils.

« Les événements que nous essayons de prévenir avec le Plavix sont extrêmement graves, comme des infarctus du myocarde, des morts subites, des acci-

dents cérébrovasculaires », explique le D^r Jacques Leloir, chef de l'unité de recherche en pharmacoeconomie et pharmacologie-épidémiologie au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM).

Avec une coalition formée de médecins et d'associations de patients et de personnes âgées, il signe une lettre destinée au ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, l'exhortant à agir. La lettre est publiée dans nos pages Forum. Le Conseil de protection des malades fait partie de la coalition et multiplie les démarches auprès du cabinet du ministre.

Les médecins affirment qu'une interruption du traitement, même d'un jour ou deux, peut être fatale. Une étude menée à partir des données de la RAMQ auprès des malades qui avaient reçu une endoprothèse (stent) le montre bien.

Le risque de décès pour ces patients est de 2 % dans la première année. « Il augmente de 40 % chez les patients pour qui il y a un délai de Plavix dû à la procédure administrative », précise le D^r Leloir. Cette étude a été financée par Bristol-Myers Squibb et Sanofi-Aventis, qui commercialisent le produit.

Le gouvernement est au fait de ces délais depuis plusieurs années. En février 2006, il a accéléré le processus avec les demandes en ligne – et non plus seulement par télécopieur – pour les médicaments d'exception. Les médecins doivent en effet obtenir l'autorisation de la RAMQ pour prescrire ces médicaments. « Les données de la RAMQ indiquent que 93 % des demandes pour le Plavix sont traitées dans la journée même ou en moins de 24 heures », indique l'attachée de presse du ministre, Isabelle Merizzi.

Il reste les autres. Le Plavix est prescrit systématiquement à tous les malades chez qui on a implanté une endoprothèse (stent) parce qu'un vaisseau était bloqué. Il est aussi prescrit en certains cas d'accident cérébro-vasculaire ou d'infarctus. Près de 60 000 Québécois prendraient ce médicament.

Les problèmes surviennent surtout le week-end. Le patient commence à prendre le Plavix et reçoit son congé. Mais son pharmacien n'a pas encore reçu l'autorisation de la RAMQ pour honorer l'ordonnance.

CÉLÉBRITÉS...



LÉANDRE READY

90 ans, 5 enfants, 10 petits-enfants, 7 arrière-petits-enfants et un 8e en route...
Ça se fête!

Ta forme et ta bonne humeur nous inspirent. Joyeux anniversaire et longue vie encore et encore!



GEORGES RIVERA

Pour tes 65 ans!

À un homme, un époux, un papa et un grand-papa exceptionnel!

Nous te souhaitons un merveilleux anniversaire!

Ta famille, qui t'aime.

VOUS AVEZ UN ÉVÉNEMENT À CÉLÉBRER ?

Soulignez-le! **LA PRESSE**

tous les dimanches dans La Presse

Composez le (514) 285-7313 appels interurbains (sans frais) 1 866 987-8363 celebrities@lapresse.ca

Résultats des tirages du: 2007-02-24

649	04 06 15 13	07 12 18 11
	33 38 40 compl.	37 40 45 compl.

Astro Jour - Mois - Année - Signe
24 MARS 65 SCORPION

3 392 4 7189

Extra 1719326* \$500,000

Résultats des tirages du: 2007-02-23

05 20 31 35 36 40 47	30 compl. (c)	7/7 0 10 000 000,00 \$
		6/7 + C 6 32 395,60 \$
		6/7 93 2 090,00 \$
		5/7 6 011 109,90 \$
		4/7 133 594 10,00 \$
		3/7 + C 124 846 10,00 \$
		3/7 1 123 538 Participation gratuite
		Prochain gros lot (appr.): 12 000 000 \$
		Ventes totales: 16 629 034 \$

PLUS QUE 4 JOURS AVANT LE GRAND TIRAGE!

Abonnement à la chance! **LOTO MATRIQUE**

Téléphonez au 1 866 628-4783

Des manteaux qui ont du chien!

CHIEN

suite de la page A1

Une analyse commandée par la Humane Society of the United States (HSUS) vient de révéler que 24 des 25 manteaux achetés en boutique et sur le Web étaient, pour employer un euphémisme, « mal étiquetés ».

Trois échantillons contenaient de la fourrure de chien domestique, alors que l'étiquette indiquait « fourrure synthétique ». Les autres manteaux testés contenaient de la fourrure de chien viverrin, un animal s'apparentant au raton laveur, mais qui fait partie de la famille des canidés. Le chien viverrin est surtout présent en Asie. La plupart des manteaux testés ont été manufacturés en Chine.

Ces résultats ont surpris les chercheurs de la Humane Society. « Cela révèle un problème qui touche l'ensemble de l'industrie », a indiqué Kristin Leppert, qui dirige la campagne anti-fourrure de la HSUS.

C'est une consommatrice intriguée par la douceur et le réalisme du col synthétique de son nouveau manteau qui a mis la puce à l'oreille de la HSUS.

La HSUS enquête

La Société a donc décidé de mener sa propre enquête. Une équipe a acheté 25 manteaux dans des boutiques réputées comme Nordstrom, Tommy Hilfiger et le site Bluefly.com. En analysant l'enchaînement des protéines qui composent les poils, les experts ont pu déterminer de quelle espèce ceux-ci provenaient.

Pour Diane Webber, porte-parole de la Humane Society, les manufacturiers ferment souvent les yeux sur la provenance des matériaux utilisés dans leurs vêtements.

« Ils ne cherchent pas à savoir d'où viennent les matériaux, ils veulent le meilleur prix possible. Les manteaux en question viennent de Chine, là où il n'y a virtuellement aucune réglementation en place pour assurer le bien-être des animaux. »

Après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête, la

compagnie Tommy Hilfiger a annoncé qu'elle cessait de vendre des manteaux contenant de la fourrure. « Nous prenons cela au sérieux », a indiqué Wendi Kopsick, porte-parole de l'entreprise.

Dans un communiqué, Nordstrom a indiqué qu'elle offrirait un remboursement aux clients lésés. L'entreprise affirme ne plus faire affaires avec le sous-traitant qui a fabriqué le manteau analysé.

L'entreprise Andrew Marc a pour sa part contesté des allégations de la Humane Society. Dans un communiqué, son président, Charles Jayson, affirme que les manteaux contenant de la fourrure de raton laveur sont identifiés comme tels, et que cette fourrure provient d'animaux élevés dans des fermes finlandaises.

Aux États-Unis, l'importation et la vente de fourrure de chien et de chat est une infraction. Une amende de 10 000 \$ par article vendu est prévue au code pénal. La loi précise toutefois que l'action d'importer ou de vendre une telle fourrure doit être « intentionnelle ».

Chien viverrin

Ce n'est pas la première fois que l'utilisation de la fourrure de chien fait les manchettes. L'an dernier, les boutiques J.C. Penney et Macy's avaient été critiquées pour avoir vendu des manteaux contenant de la fourrure de chien viverrin, alors que l'étiquette précisait qu'il s'agissait de raton laveur.

Les deux entreprises ont aussitôt retiré les manteaux des boutiques. Peu après, J.C. Penney avait remis les manteaux sur les présentoirs – après avoir rayé au marqueur noir le mot « raton » sur l'étiquette.

L'utilisation de la fourrure de chien viverrin est permise aux États-Unis, puisque celui-ci est classé dans la famille des ratons laveurs aux yeux du gouvernement. Mais plusieurs élus s'opposent à cette pratique. Un projet de loi a été déposé pour bannir l'utilisation et la vente de produits faits avec ce type de fourrure.

—Avec Associated Press

Rod Stewart au Centre Bell

Bien rodé

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE
CRITIQUE

Rod Stewart est millionnaire. Il a 62 ans. Il pourrait être en train de jouer au golf sur une plage de Waikiki. Mais non. Appelez ça de l'obstination ou l'amour du métier, mais le chanteur semble encore loin de la retraite.

Hier, il chantait au Centre Bell. C'était, sauf erreur, son 20^e spectacle dans un amphithéâtre montréalais – un record absolu (Elton John est bon deuxième). Autant dire qu'il connaît la recette.

Son spectacle est professionnel, efficace et bien rodé. Peut-être un peu trop. Le « cruise control » n'est jamais très loin. Mais la star livre la marchandise.

Certes, l'ami Rod a peut-être un peu épaissi. Il n'a pas le corps athlétique d'un Mick Jagger ou d'un Iggy Pop, mais il est encore assez en forme pour se trémousser ici et là. La scène circulaire, montée au milieu de la patinoire, lui permet de se déplacer sur tous les fronts en joggant.

Entouré d'une douzaine de musiciens (incluant trois choristes, assez présentes), Stewart survole son répertoire (surtout) et celui des autres (Cat Stevens,

Janis Joplin, Temptations). Pas évident de passer 40 ans de carrière en deux petites heures. De fait, son spectacle ressemble à un gros juke-box. Des chansons entendues et sur-entendues. Malgré tout, le cœur y est encore – surtout dans les morceaux plus acoustiques, où le feeling prend toute sa place.

Avec la foule comme choriste, le gros tubes passent vite fait (*Young Turks, Do you think I'm Sexy, You're in my Heart*). Comme le spectacle d'ailleurs, qui semble parfois expédié. Mais on en sort quand même sourire aux lèvres. Rod s'est peut-être un peu ramolli, mais le plaisir est encore là.

Jonas au Centre Bell

Le phénomène Jonas nous échappe. Le chanteur montréalais vend des disques en masse. Son dernier album, *Suite Life*, sera bientôt distribué au Canada anglais, puis dans le monde, par la multinationale Warner. Un film vient d'être tourné sur son ascension. Et vendredi soir, il a attiré plus de 8000 personnes au Centre Bell.

Son spectacle d'arena rock a cassé la baraque. Il y avait des explosions, de la pyrotechnie et des éclairages hyperactifs. Il

y avait même Karine Vanasse, venue chanter une chanson en se déhanchant machinalement (*Coming Back*). Un des moments forts du spectacle – peut-être – avec la « power ballade » *Bows and Arrows*, livrée devant un parterre de briquets allumés.

Au micro, Jonas joue à fond son personnage de sex symbol. Il court sur la scène, déboutonne sa chemise, montre ses pectoraux et se touche régulièrement l'entre-jambe. Les filles en sont folles et les gars, probablement un peu jaloux. Le problème, c'est qu'on y croit pas du tout. Tout semble si calculé, si stratégique et si peu spontané. Chaque geste a l'air d'avoir été répété ad nauseam devant un miroir. Ersatz de Jim Morrison, Mick Jagger, Bon Jovi et Eddie Vedder réunis, Jonas a du charisme, mais peu de personnalité. Ce serait excusable si les chansons étaient à la hauteur. Hélas! son rock générique a l'air d'avoir été coulé dans une bouteille de Budweiser, même si son guitariste (le Mohawk Corey Diabo) tire son épingle du jeu.

Un peu plus de naturel et un peu moins de poses, et il pourrait connaître une aussi longue carrière que Rod Stewart. C'est tout le mal qu'on lui souhaite.

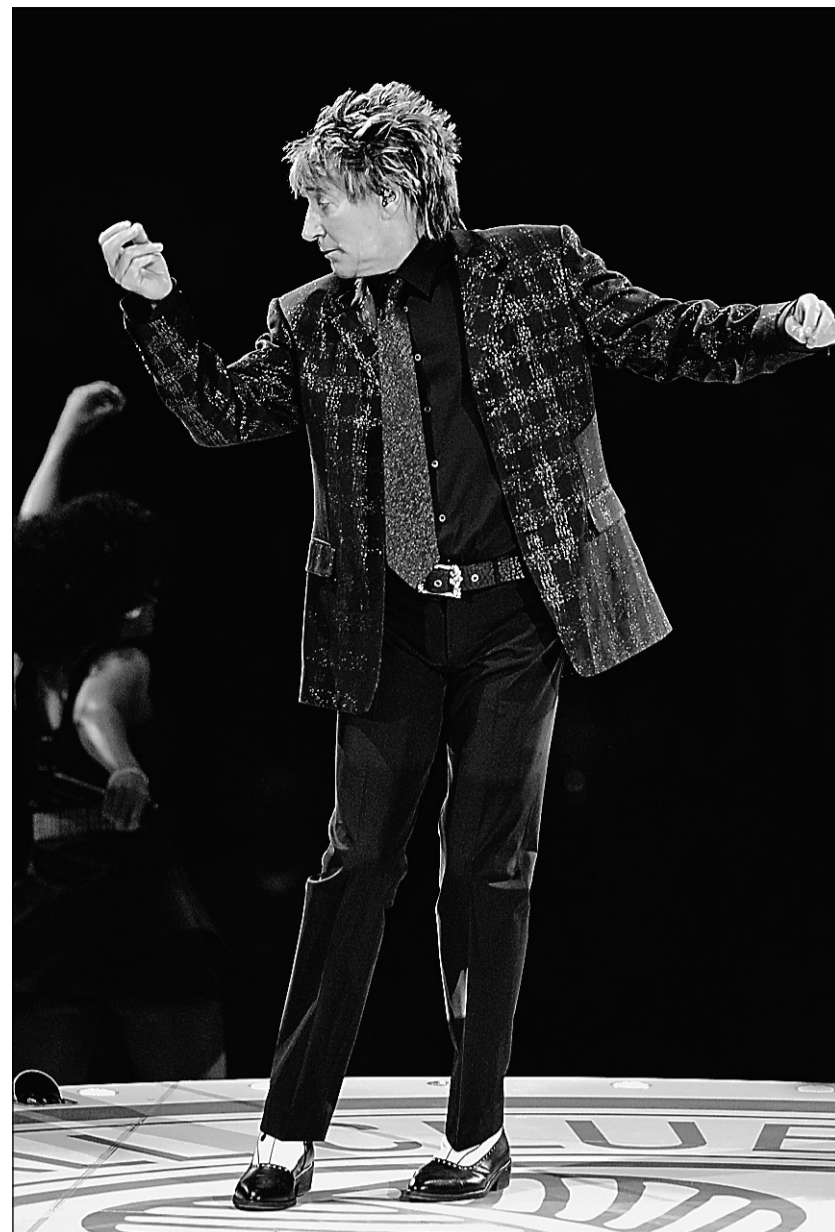


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Le spectacle qu'a donné Rod Stewart hier ressemblait à un gros juke-box.

EN BREF

Conflit au CN : entente en vue

Le Canadien national et le syndicat des Travailleurs unis des transports (TUT) en sont venus à une entente concernant le conflit qui touche ses 2800 chefs de train et agents de manoeuvre, a fait savoir la direction par communiqué hier. Toutefois les travailleurs demeurent en grève jusqu'à la ratification de l'entente. Les détails de ce règlement seront divulgués à une date ultérieure. Vendredi, le gouvernement fédéral avait présenté une législation destinée à forcer le retour au travail des 2800 grévistes du Canadien National. La grève, qui dure depuis 16 jours, affecte l'ensemble de l'économie canadienne. La convention collective des employés est échue depuis le 31 décembre 2006.

— Presse Canadienne

Concessionnaires en colère

La tension était encore au rendez-vous hier matin devant la succursale Pie IX Dodge Chrysler de Montréal. Pour le deuxième samedi consécutif, une soixantaine de concessionnaires automobiles sont venus manifester contre la décision de leur compétiteur d'ouvrir ses portes le week-end. Le propriétaire de Pie IX Dodge Chrysler, Claude Leclerc, attendait toutefois ses adversaires de pied ferme. Il avait en main une injonction obligeant les manifestants à ne pas bloquer l'entrée de son commerce et à circuler constamment sur le trottoir. Pour faire respecter cette procédure, une quarantaine de policiers et une dizaine d'agents de sécurité accompagnés de chiens de garde muselés patrouillaient les lieux. La semaine dernière, Pie IX Dodge Chrysler a soulevé l'ire de ses compétiteurs en décidant de contrevenir au règlement de la Corporation des concessionnaires d'automobiles de Montréal (CCAM) et d'ouvrir le week-end.

— Ariane Lacoursière

Journal de Québec: rejets des offres patronales

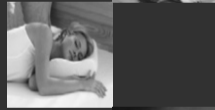
Trois des quatre syndicats du *Journal de Québec* ont rejeté hier les récentes offres de la direction, mais demandent à retourner à la table de négociation avec l'employeur. Cette décision a été rendue publique hier soir au terme d'une série d'assemblées générales où les syndiqués devaient se prononcer sur les propositions de Québecor déposées mardi. Celles-ci ont été refusées à l'unanimité par les employés de la rédaction, à 99 % par ceux de l'imprimerie et à 98 % par ceux des bureaux. Seuls les membres du syndicat des représentants aux ventes ont accepté, à 54,5 %, la convention collective qui leur était proposée. Une grève n'est toutefois pas envisagée par les quelque 250 syndiqués.

— Presse canadienne

Un confort sans égal.



Tempur transforme votre vie.



TEMPUR n'est pas seulement un matelas. Ni simplement un oreiller. Il s'agit d'une gamme complète de produits créée par des professionnels mettant tout en œuvre pour atteindre un objectif : vous permettre d'obtenir la qualité de sommeil dont vous avez toujours rêvé.

Un sommeil plus profond et plus réparateur que ce que vous avez connu jusqu'à présent.

Vous remarquerez la différence dès votre réveil.

TEMPUR-PEDIC
MATELAS ET OREILLERS
SUÉDOIS ALLÉGEANT LA PRESSION

* Tous les prix incluent les deux taxes payables et l'équivalent de la TPS et de la TVQ en rabais. Sur les modèles sélectionnés. Quantités limitées. Voir les détails en magasin. Photos à titre indicatif seulement.

• Service personnalisé • Prix garantis • Livraison gratuite • Nous ramassons votre vieux matelas mattcanada.com

15 MAINTENANT
MAGASINS

- AHUNTSIC 1448 rue Fleury E.
- BLAINVILLE 757 boul. Curé-Labelle
- BROSSARD 8050 boul. Taschereau O.
- CHATEAUGUAY 152 boul. St-Jean Baptiste
- LACHENAIE 1313 Montée Masson
- LASALLE 1734 boul. Dollard
- LAVAL 1860 boul. le Corbusier
- MONTRÉAL 5164 avenue du Parc
- N.D.G. 5201 rue Sherbrooke O.
- OUEST DE L'ÎLE 15 634 boul. Gouin O.
- REPENTIGNY 85 boul. Brien
- ST-EUSTACHE 117 boul. Arthur-Sauvé
- ST-JÉRÔME 30 rue Bélanger
- ST-LÉONARD 5836 boul. Métropolitain E.
- VAUDREUIL 980 av. Saint-Charles NOUVEAU

**Matelas
BONHEUR**

www.matelasbonheur.ca

1 877 BONHEUR

TOUS LES MATELAS PEUVENT ÊTRE ACHETÉS SÉPARÉMENT
• MATELAS SUR MESURE AUSSI DISPONIBLES



PHOTO SHAH MARAI. AFP
À Kaboul comme dans tout l'Afghanistan, la burqa est de mise.

SCÈNES DE

Je suis en Afghanistan depuis quatre semaines. C'est mon troisième voyage dans ce pays difficile à décoder pour une Occidentale. J'ai visité Kandahar, la ville mythique des talibans, passé quelques jours avec des soldats canadiens dans un poste avancé, vécu sur la base militaire de l'OTAN et arpenté les rues de Kaboul et d'Herat. Voici, en vrac, les observations d'une néophyte.



MICHÈLE OUIMET
ENVOYÉE SPÉCIALE

AFGHANISTAN

Lorsque je suis allée en Afghanistan en 1996, les talibans étaient au pouvoir depuis trois mois. Dans la voiture, je m'asseyais en arrière, mon traducteur et mon chauffeur, en avant. Je n'avais pas le choix, les talibans avaient décrété que les femmes n'avaient pas le droit de s'asseoir en avant.

Je suis revenue en Afghanistan en 2003. Les talibans étaient partis, la communauté internationale injectait des milliards dans le pays pour soutenir la démocratie et un petit air de liberté soufflait sur Kaboul. Cette fois-là, je me suis assise en avant dans la voiture.

En 2007, troisième voyage. Le temps des désillusions. Les talibans se battent contre les soldats dans le Sud, la corruption est généralisée, le pays n'est pas sûr. Les étrangers doivent être discrets, ils sont devenus des cibles. Dans l'auto, je m'assois en arrière.

Peu de pays mesurent leur évolution à l'aune de la place qu'une femme occupe dans une voiture.

En 1996, je devais souvent me rendre au ministère des Affaires étrangères à Kaboul pour parler à un mollah qui me regardait avec des gros yeux. Les talibans surveillaient mes déplacements. Le bâtiment était sinistre, froid, sans meubles. Je me mettais à genoux devant le mollah qui était assis par terre, jambes croisées. Mon foulard était solidement noué sous mon menton, pas une mèche de cheveux ne dépassait. Et mon regard était humble. Très important, le regard humble. J'étais terrorisée.

En 2007, 11 ans plus tard, je suis retournée dans le même

bâtiment pour aller chercher une carte de presse. L'atmosphère a changé. Les pièces sont plus propres, moins froides, avec des ordinateurs et des fauteuils. J'ai toujours un foulard sur la tête, mais plus de regard humble.

Il neige des gros flocons. Le ciel est d'un blanc laiteux. À midi, les Afghans pataugent dans la gadoue et un froid humide enveloppe la ville. La neige est triste à Kaboul. Des Afghans se promènent pieds nus dans leurs souliers.

À Kaboul, au coin des rues du centre-ville, des hommes et des gamins brandissent des liasses d'afghanis dans leurs mains. Les automobilistes s'arrêtent, discutent à propos du taux et échangent leurs dollars ou leurs roupies pour des afghanis. Les Afghans ne font pas confiance aux banques.

Dans un grand terrain, au milieu d'une plaine en banlieue de Kaboul, une trentaine de cavaliers se battent pour attraper le cadavre d'une brebis décapitée. Ils jouent au bouzkachi, un sport qui passionne les Afghans. Lorsqu'un cavalier attrape la carcasse, il part ventre à terre, les brides dans une main, la dépouille de l'animal dans l'autre, la cravache dans la bouche. Les autres le pourchassent en fouettant leur cheval et essaient de lui ravir la brebis. Le spectacle est électrisant, violent, les spectateurs crient et applaudissent. Tous les coups sont permis. Comme dans la vie en Afghanistan.

Kaboul. Même si les feux de circulation sont rouges, les voitures passent tout droit, indifférentes. La plupart du temps, les feux ne fonctionnent pas à cause des pannes d'électricité. Alors l'habitude aidant... Les automobilistes utilisent leur klaxon et la ruse pour se faufiler dans la mêlée.

Herat, ville de 250 000 habitants située près de la frontière iranienne, offre un contraste saisissant avec Kaboul. Les rues sont asphaltées, les poubelles ne débordent pas et il y a peu de pannes d'électricité. Pas de boue, non plus. Plusieurs rues sont jalonnées d'arbres, des pins immenses. Fait ahurissant dans ce pays détruit par 25 années de guerre, les téléphones publics fonctionnent. Les feux de circulation aussi. Et les gens d'Herat ne les brûlent pas. La plupart du temps.

Herat est une ville très conservatrice. Ici, aucune femme n'ose repousser son voile sur sa tête, comme à Kaboul. Toutes les femmes, sans exception, portent la burqa ou le tchador, le grand voile noir iranien. Le D' Qadir Assemy affirme qu'on peut flirter avec une femme en burqa. Sa démarche, son pantalon, la broderie sur sa burqa, ses souliers envoient des signaux qui ne laissent pas les hommes indifférents.

La compagnie nationale d'aviation afghane, Ariana, à Herat. Un vieil immeuble, un couloir sombre. Le bureau est petit : une pièce rectangulaire faite sur le long. D'un côté, six hommes, des clients; de l'autre, trois employés. Au milieu, une table recouverte de plastique déchiré par endroits. Pas de papier, pas d'ordinateur, juste un vieux poêle dans un coin pour réchauffer la place. Les billets se remplissent à la main et la liste des voyageurs est transmise par téléphone.

Dans les restaurants et les hôtels de Kaboul et d'Herat, on voit souvent cette affiche : Pas d'armes, S.V.P.

Ça faisait trois semaines que je portais un voile et une longue tunique par-dessus mon pantalon. Un matin, j'ai oublié de

Venez découvrir de nouvelles idées

Bois et outils Matériaux artistiques Scrapbooking Peinture décorative Perles et bijoux Artisanat et bien d'autres

Brico Expo
le rendez-vous du bricolage 2007

En collaboration avec :

Omer DeSerres

Avec le support de :

C.E.J. Centre d'Éducation
www.cej.com

L'école Atelier
d'Associations Inc.

GENERAL
GENERAL

Jean Courtu

Le plus important **Salon**
dédié au **bricolage**
pour toute la famille!

Place Forzani, Laval
2, 3 et 4 mars 2007

vendredi : 10 h à 21 h
samedi : 10 h à 21 h
dimanche : 10 h à 17 h

Ateliers, conférences et démonstrations présentés gratuitement tous les jours

Inscrivez-vous en ligne et courez la chance de participer à des ateliers avec des célébrités

www.brico-expo.com

Stationnement extérieur gratuit
Garderie sur place et service de vestiaire disponible

*sur présentation de la carte étudiante

Adultes	10,00 \$
Étudiants (6 à 17 ans)*	5,00 \$
Enfants (5 ans et moins)	Gratuit

LA VIE AFGHANE

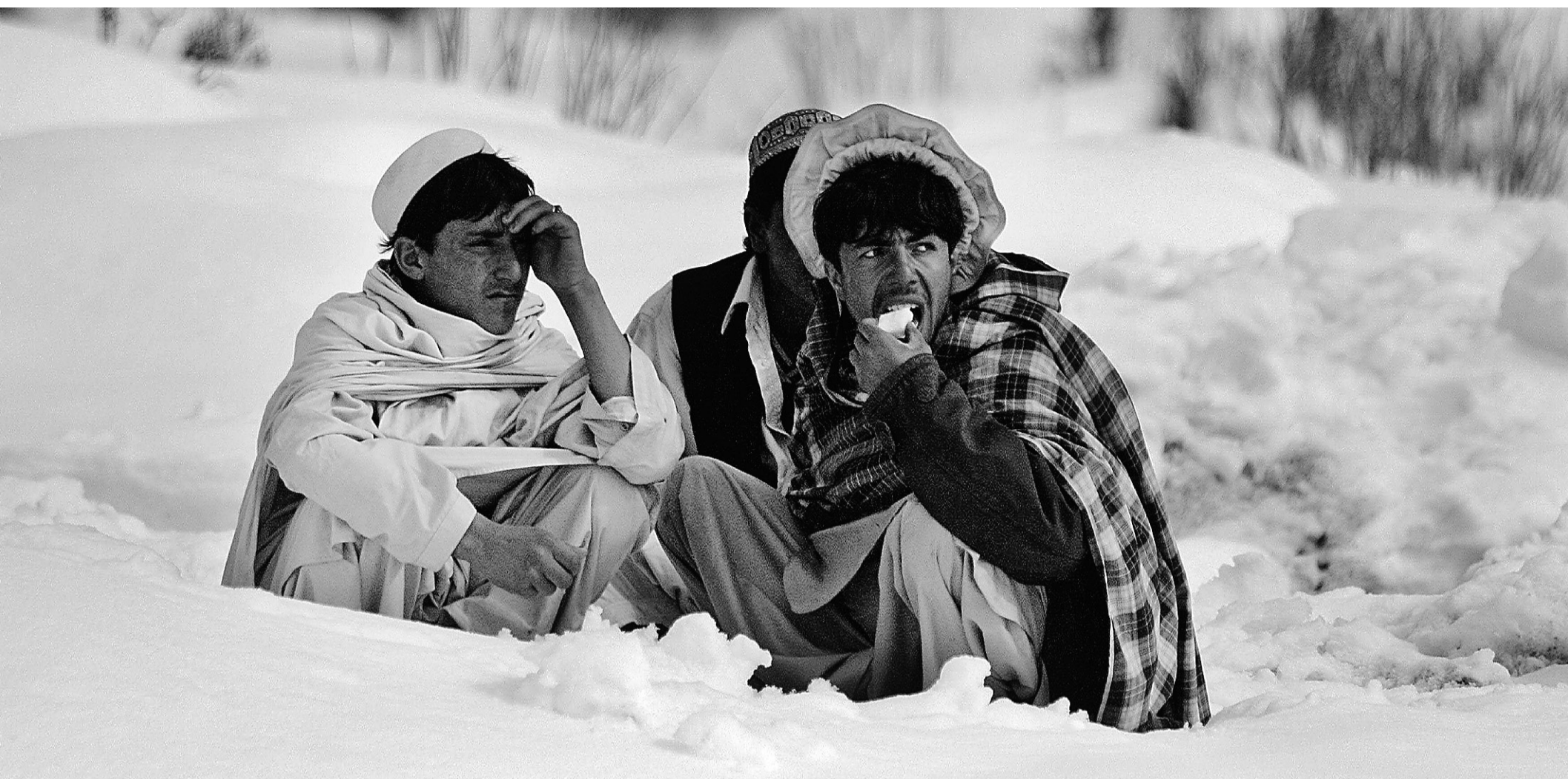


PHOTO RAFIQ MAQBOOL. AP

Malgré le froid et la neige, les Afghans se promènent pieds nus, comme ces jeunes garçons d'Orgun-E, dans l'est du pays.

mettre ma tunique. Je portais un pantalon, un chandail ample et, évidemment, mon voile. J'étais habillée jusqu'au cou et, pourtant, je me sentais indécente.

Il n'y a pas de chauffage central en Afghanistan. L'hiver, les gens sortent leur chaufferette. Ceux qui ont de l'électricité, bien sûr. Il fait chaud quand on se colle sur la chaufferette, mais dès qu'on s'en éloigne, un froid humide nous envahit.

L'aéroport de Kaboul, la capitale du pays, est délabré : sombre, murs sales, toit dégingué. À l'embarquement, c'est la cohue. Cinq personnes essaient de s'engouffrer en même temps par la porte. Cette mêlée n'a aucune raison, tout le monde prend le même avion. L'habitude de se battre, peut-être.

En Afghanistan, presque toutes les femmes se promènent en burqa ou en tchador. Rares sont celles qui osent montrer leur visage. Aux pieds, elles portent des souliers en cuir verni de mauvaise qualité, avec des talons hauts qui claquent sur le trottoir.

La télévision. Les talibans l'avaient interdite lorsqu'ils ont pris le pouvoir en 1996. Aujourd'hui, il existe huit canaux afghans : sept privés, un public. Ceux qui ont le câble ou une soucoupe ont accès à une trentaine de canaux : indiens, pakistanais, arabes, américains, dont CNN, et le canal d'information continue britannique, BBC.

Au menu de la télévision amé-

ricaine, des vieux films, comme *Jaws* ou *King Kong*. Mais dans les restaurants et les bureaux, c'est la télé indienne qui a la cote. Elle présente des téléromans, clones des *soaps* américains avec des bons et des méchants et une intrigue tissée avec de la grosse ficelle, et des clips avec des danseuses sexy qui se déhanchent, ventre à l'air, décolleté affriolant. Au pays de la burqa.

Je me revois, à genoux dans ma tente, en train de compter mes billets de 100 \$ et de 50 \$ US. Je faisais et refaisais des

de fric. Il éparpillait ses billets un peu partout. J'ai suivi son conseil, sauf que je changeais souvent d'endroit pour cacher mon argent. Et comme je suis un peu distraite...

1000 \$, 2000 \$, 3000 \$... Je commençais à paniquer, je fouillais partout. Rien. J'ai eu un doute affreux. Et si j'avais jeté les 6000 \$ par inadvertance? La distraction, vous savez. J'ai finalement retrouvé les billets enfouis dans mes mitaines. Jusqu'à la fin du voyage, j'ai gardé l'argent dans ma ceinture. La bonne vieille méthode, quoi.

En 2007, troisième voyage. Le temps des désillusions. Les talibans se battent contre les soldats dans le Sud, la corruption est généralisée, le pays n'est pas sûr. Les étrangers doivent être discrets, ils sont devenus des cibles.

piles de 1000 \$ sur mon lit de camp, et je comptais : 1000 \$, 2000 \$, 3000 \$... Il me manquait toujours 6000 \$. Mais où les avais-je mis?

Quand je pars en reportage dans des pays en guerre, j'apporte beaucoup d'argent. Du comptant; 5000 \$ ou 10 000 \$, parfois davantage. Plus il y a de journalistes, plus ça coûte cher, car il faut payer les traducteurs et les chauffeurs et il y a de la concurrence. Et la concurrence entraîne une surenchère.

D'habitude, je garde mon argent sur moi, caché dans une ceinture de taille. Mais un collègue qui travaillait à la base militaire de Kandahar m'avait dit qu'il laissait son argent dans sa tente, qu'il n'y avait aucun danger et que ça lui évitait de se balader avec un gros paquet

Mercredi, 7h du matin, le capitaine Jérémie Gauvreau me réveille. « On part dans cinq minutes! »

Je me suis couchée deux heures plus tôt, à 5h. La nuit, j'ai fait le trajet Kandahar-Ma Sum Ghar enfermée dans un blindé envahi par les vapeurs d'essence. J'avais l'impression de rouler dans un cercueil. Deux heures pour franchir 60 km.

Les convois militaires se déplacent la nuit. Il y a moins de risques d'attentats suicide ou d'embuscades. Je me suis écroulée sur mon lit de camp à 5h, avec les premières lueurs de l'aube.

On part dans cinq minutes! Je cherche mon linge à tâtons, l'esprit embrouillé. Il fait froid

et sombre. Des soldats ronflent tranquillement pendant que j'enfile mon casque, ma veste et mes lunettes pare-balles, 20 livres d'équipement. Je file. Le moteur du blindé tourne, prêt à partir.

On rejoint le capitaine Mark Shepperd, qui me regarde de travers. Il n'a pas envie de s'encombrer d'une journaliste, mais il finit par accepter, sans trop rechigner.

On marche en file indienne. Quatorze soldats silencieux, lourdement équipés, fusil d'assaut en main, prêts à tirer. On traverse un chemin aux ornières profon-

deinte, elle doit accoucher en avril », confie-t-il.

La patrouille revient sur ses pas, l'opération est terminée. Demain, il y en aura une autre. Et David Thistle sera peut-être en train de boucler ses valises pour rentrer au pays.

J'ai écrit un texte sur la vie de soldat au poste avancé de Ma Sum Ghar. J'y parlais de l'attente, le pain quotidien des militaires. L'attente aveugle où les ordres ne sont jamais discutés ni contestés.

Cette chronique a suscité des réactions. En voici quelques-unes.

« Les militaires tentent souvent, malgré leur bouillant caractère, de ne jamais questionner les ordres même les plus illogiques et déraisonnables, écrit J.-Paul. Jamais de pourquoi, jamais de quand, jamais de où. Ils disent souvent : " On se lève très tôt, on se dépêche pour manger et se préparer et la plupart du temps, c'est pour attendre et ne rien faire. »

« Vous avez vécu l'expérience de l'attente, a noté un autre. Il ne vous reste que le feu ennemi et le combat à vivre. Comme vous, je n'ai pas vécu le combat, seulement l'attente. »

Et cet ancien soldat, Richard Coderre, qui a passé 10 mois avec les Forces armées canadiennes en 1986. « Votre article m'a fait sourire. Je me rappelle qu'il fallait tout le temps se dépêcher pour attendre. J'ai décidé de lâcher l'armée, car j'étais persuadé que ce serait ainsi pour le reste de ma vie. Je me suis dit : Jamais je ne serai soldat. »

des, puis on longe des maisons en terre battue abandonnées par les villageois, où les talibans ont peut-être entassé des armes et des explosifs.

Un chien accompagne le bataillon. Il a été dressé aux États-Unis. Il court, renifle partout. Un soldat passe le détecteur de métal, un autre s'installe sur le toit pour surveiller les alentours. Les talibans ne sont jamais loin.

Les autres attendent. Il n'y a pas d'explosifs, le temps se réchauffe, la tension tombe, les soldats échangent quelques mots en grillant une cigarette. David Thistle vient de Montréal. Il est en Afghanistan depuis six mois et il attend avec impatience son retour au pays. Son départ a été retardé quatre fois. Dur pour le moral. « Ma femme est

L'unifolié à Kandahar depuis maintenant un an

PRESSE CANADIENNE

KANDAHAR, Afghanistan — Le Canada a officiellement planté son drapeau dans la province afghane de Kandahar il y a un an, et l'événement est à l'époque passé largement inaperçu aux yeux de Haji Salam, un agriculteur local.

Canadiens ou Américains, cela ne faisait guère de différence pour le fermier, qui cultivait trois champs à Zangabad, village situé environ 50 km à l'ouest de Kandahar, capitale de la province du même nom, où sont déployés les militaires canadiens.

Alors que les Canadiens d'une extrémité à l'autre du pays sont devenus de plus en plus familiers avec les images de combats et de rangées de cercueils recouverts de l'unifolié rouge et blanc diffusées à la télévision, M. Salam est graduellement devenu insensible au carnage se déroulant devant ses yeux.

Pour les soldats qui ont combattu et qui ont vu 36 de leurs camarades mourir dans les rues et les champs de Kandahar, les 12 derniers mois ont constitué une dure épreuve et l'occasion de se forger le caractère.

Toutefois, pour M. Salam, âgé de 43 ans, il ne s'agit aucunement d'idéal ou de leçon apprise, mais de survie.

Zangabad, avec ses champs de pavot, de marijuana et de blé, est situé au cœur de l'un des bastions talibans. Des combats y ont eu lieu l'été dernier et à l'automne.

Ce ne fut cependant pas avant la mi-décembre, avec les talibans non loin de là, à Panjwahi, que les choses ont commencé à vraiment s'envenimer, alors que les insurgés retraits en direction sud.

M. Salam s'est réveillé une nuit, alors que des combats faisaient rage. Blessé par une explosion, il a constaté que son fils de 9 ans avait été mortellement atteint.

« Des éclats de bombe ont tué mon fils pendant qu'il dormait », a-t-il raconté par l'entremise d'un interprète, lors d'un récent entretien à Kandahar.

« Lorsque j'ai vu mon fils, j'ai oublié mes blessures et je me suis évanoui. Quand je suis revenu à moi, je me trouvais sur un lit à l'hôpital Mirwais (à Kandahar). »

M. Salam est aujourd'hui rétabli des blessures subies à une jambe et à un bras.



Bonjour, je m'appelle Jennifer et j'ai 3 ans. Pour mon âge je suis débrouillarde mais cependant j'ai un léger retard de langage. J'apprécie qu'on prenne soin de moi mais je ressens une certaine frustration quand on m'impose une routine. Cette routine cependant me rassure. J'aime qu'on prenne du temps pour répondre à mes questions, jouer avec moi ou qu'on me lise une histoire. Je manifeste de l'insécurité au moment du coucher ou lorsqu'on me laisse seule. Quand j'ai des contacts avec mes parents je suis contente de les voir mais il m'arrive d'être maussade au retour. J'apprécie les marques d'affection mais il faut que vous soyez patient et preniez le temps d'abord à me connaître. Je recherche une famille d'accueil qui serait prête à m'accompagner pour une période à court ou moyen terme. Seriez-vous cette famille ?

UN TOIT POUR MOI

JENNIFER, 3 ANS



Si vous habitez sur l'Île de Montréal et que vous souhaitez vous impliquer dans la vie de Jennifer ou un autre enfant vivant une situation semblable, communiquez avec madame Louise Landry au 514-385-2318

MONDE

Les nouvelles internationales en continu sur cyberpresse.ca/monde

LE TOUR DU GLOBE

VENEZUELA Chavez ne veut pas de Bush en Amérique latine

Le président vénézuélien Hugo Chavez a estimé hier que son homologue américain George W. Bush n'avait « rien à faire » en Amérique latine, à propos d'une tournée que ce dernier compte effectuer en mars dans plusieurs pays du sous-continent. « Bien sûr, il s'agit d'une offensive diplomatique », mais « je pense que le président des États-Unis n'a plus rien à faire en Amérique latine » alors qu'il se trouve « au bord du précipice » dans sa propre politique, a déclaré M. Chavez, bête noire de Washington pour ses fréquentes diatribes contre l'administration Bush. Lors de sa tournée, le président des États-Unis doit se rendre au Brésil, en Colombie, en Uruguay, au Guatemala et au Mexique, pays considérés comme amicaux envers Washington. M. Chavez a souligné qu'il respectait « tout à fait la liberté diplomatique et celle des pays latino-américains de recevoir » M. Bush. Mais à Caracas, « il est évident que nous ne le recevrons jamais car nous savons qui il est », a-t-il ajouté. « Il faut espérer que le prochain gouvernement des États-Unis sera un gouvernement avec lequel on peut discuter », et cela ne vaut pas seulement pour le Venezuela mais pour le monde entier, car l'actuelle administration Bush est « une véritable menace » pour le monde, a dit M. Chavez. — AFP

ISRAËL Préparatifs de guerre

Israël aurait entamé des négociations pour obtenir l'usage d'un corridor dans l'espace aérien irakien, contrôlé par les États-Unis, au cas où l'État hébreu déciderait de frapper les installations nucléaires iraniennes. Le quotidien britannique *Daily Telegraph* a rapporté ces informations hier, citant un haut responsable, non identifié, de la défense israélienne. Cette nouvelle a toutefois été démentie par le ministre adjoint de la Défense israélien, Ephraïm Sneh, qui a affirmé qu'il s'agissait « d'informations sans fondement ». « Peut-être que des gens veulent détourner l'attention de la nécessité de sanctions économiques immédiates contre l'Iran, avec des histoires sur une action israélienne imminente, qui n'est pas au calendrier. » — AP

COLOMBIE Des nouvelles de Betancourt

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont démenti hier les informations voulant que l'otage Ingrid Betancourt aurait quitté le territoire colombien, basées sur des déclarations du président Alvaro Uribe au quotidien français *Le Figaro*. « Les récents ragots d'Uribe au journal français selon lesquels Ingrid Betancourt serait détenue dans un pays voisin sont sans queue ni tête », a affirmé Ivan Marquez, l'un des hauts dirigeants des FARC, à l'agence ANNCOL, proche des guérilleros. Le 21 février, Alvaro Uribe avait déclaré au *Figaro* avoir « reçu des informations selon lesquelles Ingrid Betancourt se trouverait à l'étranger. Il est possible que les FARC l'aient exfiltrée et qu'elle se trouve maintenant hors de la Colombie. » Les FARC exigent, pour négocier un accord sur la libération de leurs otages, que le gouvernement « démilitarise sans conditions » deux municipalités situées dans le sud-ouest du pays. Ingrid Betancourt, 45 ans, a été enlevée le 23 février 2002 par les FARC pendant la campagne présidentielle où elle se présentait comme candidate des verts colombiens. — AFP

ITALIE Prodi en sursis

Le chef de l'État italien Giorgio Napolitano a donné hier une seconde chance au chef de gouvernement, Romano Prodi. Il a refusé la démission que Prodi avait déposée mercredi, après la mise en minorité de son gouvernement à la chambre haute. Les orientations de la politique étrangère du gouvernement, notamment l'engagement de 2000 soldats italiens en Afghanistan, avaient alors été contestées par la gauche radicale. Romano Prodi, 67 ans, devra se soumettre, visiblement mercredi ou jeudi à un vote de confiance, dont l'issue est incertaine. Romano Prodi a attribué la crise politique qui secoue l'Italie à « l'insuffisante cohérence » de la majorité et à son « étroite marge de majorité » au Sénat. La coalition d'une dizaine de partis qui a remporté de justesse les législatives d'avril 2006 ne dispose que d'une voix de majorité au Sénat. — AFP

SÉNÉGAL Jour d'élection

Près de cinq millions de Sénégalais sont appelés aux urnes aujourd'hui, en ce jour d'élection nationale qui oppose le président sortant, Abdoulaye Wade, 80 ans, à 14 autres candidats. Son principal rival est son ancien premier ministre Idrissa Seck, un temps considéré comme son dauphin potentiel avant d'être jeté en prison et de devenir le plus virulent de ses opposants. Critiqué pour ses projets de construction pharaoniques alors que la moitié des 12 millions de Sénégalais sont au chômage et que des milliers d'entre eux risquent leur vie à bord d'embarcations de fortune pour gagner l'Europe, Wade, surnommé « gorgui », terme respectueux qui désigne en wolof l'« ancien », affirme que la question de son âge n'en est pas une, même s'il a 10 ans de plus que le plus vieux de ses rivaux. Le Sénégal, un des pays les plus paisibles, stables et démocratiques du continent, qui n'a jamais connu de coup d'État, a cependant essuyé sous Wade les foudres des organisations de défense des droits de l'Homme pour la répression d'opposants et de journalistes. La campagne électorale en cours a de plus été marquée par des violences. — AP

L'armée américaine bombarde le sud-est de Bagdad

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Des forces américaines ont bombardé hier soir un secteur du sud-est de Bagdad lors d'opérations visant des « objectifs terroristes », a-t-on indiqué de source militaire irakienne.

« Des bombardements aériens américains sont en cours dans le sud-est de Bagdad visant des sites terroristes », a confirmé hier soir le porte-parole du commandement du plan de sécurité de la capitale, Qassim al-Moussawi. Il a précisé que ces objectifs avaient été déterminés en coopération avec les forces irakiennes, dans le cadre du plan de sécurité visant à pacifier la capitale.

Une trentaine d'explosions puissantes ont été entendues, provenant du sud-est de la capitale, à partir de 22 h, heure locale.

Peu de temps après, une coupure d'électricité a frappé une partie de la ville, mais l'on ignorait si les deux événements étaient liés.

Des habitants du secteur ont pour leur part déclaré à l'AFP que des rebelles avaient apparemment tiré des obus de mortier, recevant en riposte

des tirs d'artillerie lourde. Les frappes dites de « précision » visent ponctuellement un bâtiment où ont été repérés des rebelles, alors que des troupes au sol ratissent un quartier. Elles sont fréquentes dans la capitale.

Selon une source au ministère de l'Intérieur, ces bombardements, qui semblaient avoir plus d'ampleur que ceux observés habituellement, visaient des bastions rebelles dans le quartier de Bo'aitha (sud-est), situé presque à la périphérie de la vaste capitale.

Cette zone, moins urbanisée que d'autres parties de la ville et où l'on trouve notamment des fermes, est un repaire d'insurgés qui y installent des faux barrages.

Violence malgré le plan de sécurisation

Le plan de sécurisation de Bagdad, qui compte six millions d'habitants, a été lancé officiellement le 14 février et depuis le début du mois de février les opérations de ratissage et les contrôles s'y étaient multipliés.

Des barrages ont été installés un peu partout, ainsi que plusieurs postes avancés irako-américains. La ville a été divisée en 10 zones qui sont qua-

drillées par quelque 90 000 hommes, américains et irakiens. Des attentats ont toutefois continué à s'y produire et hier, au moins 20 personnes ont péri dans différentes attaques.

À la mi-journée, notamment, une attaque spectaculaire a visé une unité commando de la police irakienne qui tenait un barrage près de l'aéroport de Bagdad.

L'armée américaine a rapporté qu'une dizaine d'hommes armés auraient ouvert le feu sur un poste de contrôle à l'aide de fusils d'assaut et de grenades, tuant huit policiers.

Ailleurs, à Habbaniya, à quelque 65 km à l'ouest de Bagdad, au moins 40 personnes ont péri hier dans un attentat suicide face à une mosquée sunnite au moment même où celle-ci se vidait, après la troisième prière hebdomadaire. L'attaque, commise à l'aide d'un camion-citerne rempli de combustible, a également blessé 60 personnes.

Habbaniya se trouve dans la province d'Al-Anbar, bastion traditionnel des insurgés sunnites, qui visent généralement des chiïtes ailleurs dans le pays ou des forces de sécurité irakiennes.

Londres Manifestation contre la guerre en Irak



PHOTO LUKE MACGREGOR, AFP

Plusieurs milliers de personnes ont convergé hier après-midi vers Trafalgar square, dans le centre de Londres, pour réclamer le départ des troupes britanniques d'Irak et protester contre le renouvellement du système de dissuasion nucléaire de la Grande-Bretagne. Cette manifestation, organisée par la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND), la coalition Stop the war et l'Initiative des musulmans britanniques, aurait rassemblé 100 000 personnes, selon les organisateurs. Scotland Yard a toutefois estimé la foule à 10 000 personnes. En février 2003, au moins 750 000 personnes avaient défilé dans la capitale britannique pour protester contre l'intervention en Irak. L'Angleterre compte actuellement 7200 soldats en Irak, mais Tony Blair a déjà annoncé cette semaine que ce nombre devrait reculer à 5500 au cours des prochains mois. Une manifestation similaire a attiré un millier de personnes à Glasgow, en Écosse. — D'après l'AFP.

Le nuage au-dessus de Cheney



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — « Un nuage est suspendu au-dessus du vice-président », a déclaré le procureur Patrick Fitzgerald mercredi à Washington, à la fin du procès de Lewis (Scooter) Libby, ancien chef de cabinet de Dick Cheney. La métaphore est intéressante.

Si Cheney était un personnage de bande dessinée, il apparaîtrait toujours avec un nuage noir au-dessus de la tête. Ce nuage semble d'ailleurs avoir suivi le vice-président en Australie, où il a averti le monde que « toutes les options restaient sur la table » pour empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique.

Ce n'est pas rassurant, car si le procès de Scooter Libby a démontré une chose, c'est que Cheney nourrit des obsessions qui ont souvent des conséquences désastreuses.

Mais le vice-président semble être le seul à ne pas le reconnaître. Ainsi, à ses yeux, les États-Unis ont remporté des « succès énormes » en Irak. Cette déclaration récente fait partie d'une entrevue d'anthologie réalisée par Wolf Blitzer sur CNN.

Si George W. Bush reconnaît des erreurs, Dick Cheney ne parle que de succès. Mais ces succès ne chassent pas le nuage au-dessus de sa tête. Lors de l'entretien avec Blitzer, ce nuage était présent, plus noir que jamais.

Le procès de Scooter Libby, qui a duré quatre semaines, y était peut-être pour quelque chose. Au premier jour, le procureur Fitzgerald a prononcé une autre phrase frappante, accusant le bras droit de Cheney d'avoir « volé

la vérité ». Depuis mercredi, le jury délibère sur le sort de Libby, qui risque jusqu'à 30 ans de prison.

Il est facile de se perdre dans les détails du procès de Libby et de l'affaire qui l'a précédé. Il faut surtout retenir que rien de tout cela ne serait arrivé sans l'intervention de Dick Cheney. C'est lui qui, un dimanche de juillet 2003, découpe et annote nerveusement un texte publié dans le *New York Times* sous la signature de l'ex-ambassadeur Joseph Wilson.

Dans cette tribune, Wilson contredisait une affirmation du président Bush selon laquelle Bagdad avait tenté de se procurer de grandes quantités

Cheney nourrit des obsessions qui ont souvent des conséquences désastreuses.

d'uranium au Niger. Wilson révélait qu'il s'était lui-même rendu au Niger à la demande de la CIA pour vérifier la chose. Sa conclusion avait été négative.

Qu'à cela ne tienne, la fausse histoire sur l'uranium du Niger s'était retrouvée dans le discours du président sur l'état de l'Union en janvier 2003. Ainsi, en donnant sa version des faits dans le *New York Times*, Wilson mettait en cause une des allégations les plus importantes de la Maison-Blanche contre Saddam Hussein.

Son article a « contrarié » et « perturbé » Dick Cheney, de l'aveu même de Scooter Libby. Après l'avoir découpé et annoté, Cheney a orchestré toutes les phases de la riposte de la Maison-Blanche, incluant la divulgation du nom de Valerie Plame, agente de la CIA, à certains journalistes.

Dans le droit américain, une telle divulgation peut constituer un crime.

D'où l'enquête du procureur Fitzgerald, qui a mené à l'inculpation de Scooter Libby pour faux témoignage, parjure et obstruction à la justice.

Selon le procureur fédéral, le nom de Plame a été jeté en pâture aux journalistes pour atténuer la crédibilité des accusations de l'ex-ambassadeur Wilson, qui est marié à l'agente de la CIA. Et le vice-président a joué un rôle actif dans cette campagne, un fait sur lequel le chroniqueur Frank Rich revient souvent dans le *New York Times*.

« Sa réaction disproportionnée constitue une pièce à conviction qu'il cachait quelque chose d'autre », a écrit Rich récemment. « La Maison-Blanche était terrifiée qu'on la découvre coupable d'un crime bien plus grave que d'avoir brûlé la couverture d'un agent de la CIA: celui d'avoir menti à la nation. »

Scooter Libby n'a pas témoigné pour sa défense lors de son procès. Il s'en est ainsi tenu à sa version initiale, à savoir qu'il avait appris l'identité de Valerie Plame en parlant à deux journalistes en juillet 2003. En fait, selon le procureur Fitzgerald, il avait discuté de l'agente de la CIA avec au moins neuf personnes, et tout d'abord avec Dick Cheney, tout au long du mois précédent.

Ces personnes — journalistes ou officiels de l'administration Bush — ont témoigné durant le procès, à l'exception de Cheney. À la fin, l'avocat de la défense a fait valoir que Scooter Libby avait trop à faire à l'été 2003 pour se souvenir des conversations qu'il a eues sur Valerie Plame avec ses collègues et les journalistes.

Le jury reprendra ses délibérations demain. Un verdict de culpabilité assombrerait encore davantage le nuage au-dessus de Cheney.

ÉDITORIAUX

Concilier justice et sécurité



akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

La Cour suprême a dissipé un grand malaise en déclarant, de façon unanime, que certains éléments de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés sont contraires à la Charte des droits et libertés. Non, la lutte au terrorisme ne donne pas tous les passe-droit. Les certificats de sécurité non plus. On ne peut pas emprisonner quelqu'un durant quatre mois sans lui donner la possibilité de demander sa remise en liberté. On ne peut pas non plus l'empêcher de contester les allégations qui pèsent contre lui en lui interdisant tout accès à la preuve pour des raisons de sécurité.

Les certificats de sécurité ménagent trop la chèvre et pas assez le chou.

Il était temps. Si l'État juge parfois nécessaire, pour protéger l'ensemble de la population, d'empêcher sur les droits individuels, il ne peut pas pour autant les fouler aux pieds. La Loi sur l'immigration ménage trop la chèvre et pas assez le chou. Ou, comme le dit sans ambages la Cour suprême : « Le législateur peut faire mieux. »

Faire mieux, c'est permettre aux étrangers et aux immigrants visés par un certificat de sécurité d'avoir une audition équitable. N'oublions pas que c'est leur liberté, voire leur vie qui est en jeu, puisqu'un tel certificat les expose à être renvoyés dans leur pays d'origine, où ils risquent la torture et l'emprison-

nement. Il est vrai que certains dossiers ne peuvent être divulgués, même aux principaux intéressés. Ceux qui en disent trop sur les méthodes de nos services de renseignements, ou qui contiennent des données fournies par des services étrangers, par exemple. Mais il est possible de concilier les droits des détenus et les exigences de confidentialité.

Au Royaume-Uni, des avocats sont autorisés à prendre connaissance des renseignements protégés et à représenter les intérêts des individus mis en cause, à condition de ne pas leur communiquer d'informations privilégiées. Ils peuvent faire valoir leurs observations à l'audience et, même, contre-interroger les témoins. Ça ne permet pas une défense aussi complète qu'au criminel, mais c'est déjà beaucoup mieux que le système actuel.

Techniquement, ces améliorations ne devraient pas être difficiles à apporter, car elles sont tout à fait compatibles avec notre droit. Sous l'ancienne loi sur l'immigration, la personne visée par une demande d'attestation de sécurité recevait un résumé des informations retenues contre elle, à partir duquel son avocat pouvait contre-interroger les témoins. Lorsque des preuves sensibles étaient présentées à huis clos, un avocat indépendant prenait le relais. Des renseignements protégés ont aussi été divulgués à des tiers autorisés dans le cadre de la commission Arar et du procès d'Air India.

C'est plutôt à Ottawa que ça risque de se compliquer. Le Parlement, comme on le sait, est divisé sur les questions de sécurité. Mais comme le soulignent les juges de la Cour suprême, cette tension entre la sécurité des citoyens et le respect des droits et libertés est inhérente au système de gouvernance démocratique moderne. Minoritaire ou pas, le gouvernement devra s'atteler à la tâche sans tarder s'il veut réussir à modifier sa loi d'ici un an.

L'Afrique et les sénateurs



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

L'Afrique, en particulier dans sa partie sub-saharienne, demeure un « cocktail de désastres », disait le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan.

Depuis la décolonisation, la communauté internationale y a investi la formidable somme de 568 milliards en aide de toutes natures. Et ça n'a donné aucun résultat... autre que de détériorer encore la situation.

Cette partie de l'Afrique est composée de près de 50 pays peuplés par 700 millions d'individus dont plus ou moins 200 millions sont mal nourris – ce nombre étant en augmentation fulgurante depuis 10 ans.

En 40 ans, le revenu par habitant y a diminué et n'est plus aujourd'hui égal qu'à 9,7 % de la moyenne mondiale, autres pays pauvres inclus. À peu près dans le même temps, la part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 7 à 3 %.

Il faut dépasser l'aide d'urgence ou de nature sociale. Et bâtir de véritables économies.

Le mot faillite est faible pour décrire cette situation. Participant de façon enthousiaste à cet échec, le Canada y est pour sa part allé de 12,4 milliards depuis 1968.

On en trouve la trace partout à... Ottawa, où sont concentrés 81 % des 1500 employés de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), alors que d'autres agences comparables ont plutôt 80 % de leurs gens sur le terrain. Et on n'en voit que peu

d'effets en terre africaine, notamment parce qu'on n'a jamais suffisamment ciblé le développement économique. Mais aussi pour cause d'éparpillement : l'agence aide aujourd'hui 160 pays au total, dont 46 nations du continent noir, ce qui relève de l'illusion.

Abandonnant le langage compassé dont il est pourtant réputé ne pas faire l'économie, le Sénat canadien dresse ce bilan en termes clairs et directs. Il le fait après l'enquête menée par un de ses comités sur une période de deux ans et qui aura permis de consulter 400 personnes sur trois continents.

Au bout de tout cela, le rapport des sages recommande de mettre tout simplement la clé dans la porte de l'ACDI, dont la réputation au niveau international n'est d'ailleurs pas excellente. Ou alors de la reconstruire entièrement. On parle aussi de la création d'un « Bureau de l'Afrique » qui coordonnerait non seulement l'aide humanitaire, mais aussi la diplomatie, le commerce et même les éventuelles opérations de maintien de la paix.

Cette dernière possibilité, en particulier, vaut certainement la peine d'être examinée.

Le rapport du Sénat dit peu de choses sur les maux de l'Afrique qu'on ne savait déjà. Les solutions qu'il propose sont déjà connues aussi dans leurs grandes lignes. Par exemple, aucun progrès durable ne peut être accompli sans la pacification du continent et la mise en place d'administrations efficaces et honnêtes.

Ensuite, il faut dépasser l'aide d'urgence ou de nature sociale et contribuer à bâtir de véritables économies – à l'aide du microcrédit, entre autres, dont on connaît l'efficacité. Enfin, il faut ouvrir nos marchés aux produits africains, en particulier agricoles.

Face à cette tâche herculéenne, le Canada est, et demeurera, un bien petit joueur. Ce qui est précisément une raison pour ne pas continuer à dilapider les modestes ressources que nous avons à offrir.

Propreté à Montréal

Des citoyens refusent de faire le travail des cols bleus



Serge Paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

LA CAMPAGNE VUE DU « ROC »

Charest a changé

Le Canada anglais espérait mieux de la part du chef libéral qu'un premier ministre devenu le porte-parole de la culture des jérémiades

JEFFREY SIMPSON



L'auteur est chroniqueur politique au *Globe and Mail*.

Jean Charest souhaitait remettre en question certains éléments de la culture politique québécoise. Il en est plutôt devenu prisonnier.

M. Charest a déjà indiqué qu'il voulait baisser les impôts, réduire la taille du gouvernement du Québec, diminuer les subventions aux entreprises et rendre le Québec plus « entrepreneur ».

M. Charest a changé. La culture politique du Québec (les médias, les syndicats, les autres partis politiques et les attentes du grand public) l'ont obligé à changer pour avoir une chance d'être réélu.

On s'attend des premiers ministres du Québec qu'ils jouent la carte nationaliste. C'est ce que la culture politique exige. Les Québécois sont devenus de plus en plus séparés du Canada. Pas moins de 40 % d'entre eux votent pour un parti, le Bloc québécois, qui n'est même pas intéressé à gouverner le Canada.

La culture politique du Québec (médias, syndicats, autres partis politiques et attentes du grand public) a obligé Jean Charest à changer pour avoir une chance d'être réélu.

Le Canada est perçu comme une « vache à lait » à traire pour le bénéfice du Québec (le fournisseur de ce que Robert Bourassa appelait le « bonbon ») sans que le Québec ait grand-chose à remettre au pays. M. Charest, qui fut un politicien national, a semble-t-il appris cette leçon de ses compatriotes québécois et il est devenu le porte-parole de la culture des jérémiades à propos du pouvoir et de l'argent.

M. Charest n'a pas été en mesure de diminuer les attentes au Québec en ce qui concerne le rôle de l'État. Il n'a pas pu réduire la taille du gouvernement. Il n'a pas été capable de baisser les impôts. Il n'a pas pu diminuer les subven-



PHOTO JACQUES BOISSINOT, CP
 Le premier ministre Jean Charest.

tions aux entreprises. En résumé, il s'est révélé incapable de réaliser ses objectifs parce qu'il a découvert jusqu'à quel point les Québécois sont intimement liés à leur culture politique de plaintes à l'égard d'Ottawa. Il a découvert leur solidarité les uns envers les autres et leur préférence pour la redistribution plutôt que la création de richesse.

Lorsqu'on le compare à presque tous les États américains et à toutes les provinces qui se trouvent à l'ouest, le Québec est pauvre sur le plan économique. Comme l'a expliqué Alain Dubuc dans son ouvrage l'an dernier, ce n'est que si la culture politique change

plus pauvres que la plupart des autres Canadiens et Américains.

Culture politique

Incapable de faire en sorte que les Québécois adoptent sa vision, M. Charest a cessé de les convaincre. Il s'est plutôt mis à jouer le rôle qu'exige la culture politique.

Le Québec en est venu à jouer un plus grand rôle sur la scène internationale, agissant de plus en plus comme un État. Il a demandé plus de pouvoirs à Ottawa et, bien sûr, beaucoup plus d'argent.

Yves Séguin, qui fut le premier ministre des Finances de M. Charest, a dirigé la Commission sur le déséquilibre fiscal. Par conséquent, M. Charest a exigé que l'on trouve une solution à ce problème, problème consistant supposément en ce que le Québec n'avait pas suffisamment d'argent pour ses pouvoirs constitutionnels alors qu'Ottawa avait trop d'argent pour remplir ses obligations. (...)

M. Charest a joué de chance. Une fois que Stephen Harper est devenu premier ministre, il a trouvé un ami politique dont il pouvait faire son prisonnier. M. Harper avait besoin de plus de sièges au Québec pour former un gouvernement majoritaire. Il devait faire plaisir au Québec et ce faisant, aider sa propre cause et celle de M. Charest. Sa promesse de « fédéralisme ouvert » est devenue du « fédéralisme à chèque ouvert ».

M. Harper souhaite aussi la victoire de M. Charest pour « éviter le pire », soit l'élection d'un gouvernement du Parti québécois. Et pour cette même raison, la très grande majorité des Canadiens hors Québec veulent la victoire de M. Charest.

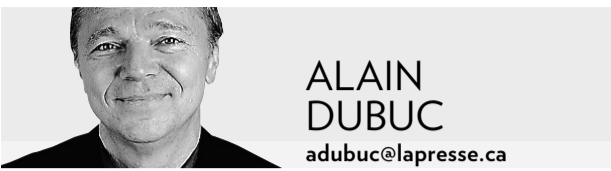
Ils sont très irrités des demandes du Québec pour obtenir plus d'argent et plus de pouvoirs, et ils en ont plus qu'assez de cette attitude. Ils espéraient mieux de la part de M. Charest qu'un premier ministre devenu le porte-parole de la culture des jérémiades.

Ils espéraient qu'il serait un premier ministre qui parlerait du Canada autrement que comme une source d'argent. Ils ont fait preuve de naïveté. Ils n'ont pas compris cette province. Ils n'ont pas compris M. Charest.

Mais ils ne veulent pas vivre les affres d'une séparation. Alors, ils souhaitent la victoire de M. Charest, faute de mieux.

FORUM

Les demi-vérités de Michel Audet



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

« Le dynamisme de l'économie du Québec se poursuivra au cours des deux prochaines années », proclament les documents budgétaires rendus publics mardi par le ministre des Finances Michel Audet. Le dynamisme en question, c'est une croissance économique de 1,8 % en 2007, qui suit une croissance de 1,7 % en 2006. Les économistes ont un terme pour décrire ce genre de « dynamisme », et c'est ralentissement.

Et pourtant, le ministre n'a pas prononcé le mot ralentissement une seule fois dans tout son discours du budget. Bien sûr, il l'utilise 15 fois dans les quelque 200 pages d'un autre document, le plan budgétaire, mais c'est pour parler du ralentissement de l'économie des États-Unis, de l'Europe, de la Chine. Jamais du Québec.

Il y a là une évidente entorse à la vérité. Elle agace parce qu'on s'attend que les politiciens, au début d'une campagne électorale, fassent preuve d'un minimum de franchise. Elle agace davantage parce qu'un budget n'est pas un simple pamphlet politique, c'est plutôt un document formel qui doit faire preuve de rigueur factuelle. Elle trouble encore plus parce qu'on sait les défis que doit relever l'économie québécoise. Il ne sera pas possible de convaincre les Québécois de la nécessité de changer si on ne leur donne pas l'heure juste.

Cette description complaisante de l'économie québécoise se retrouve partout dans le budget. Par exemple, on y vante la progression des investissements des entreprises, « plus importante que celle constatée en Ontario », sans insister sur le fait qu'il ne s'agit pas des entreprises privées, mais de toutes les entreprises, y compris publiques, et que le succès tient en partie à la contribution d'Hydro-Québec.

De la même façon, au moment où un comité de la Chambre des communes propose un plan d'urgence pour atténuer les effets de la crise de l'industrie manufacturière, que le gouvernement ontarien lance un cri d'alarme sur la même question, le ministre Audet évite soigneusement de parler de ce problème, même s'il frappe le Québec de plein fouet.

Bien sûr, on sait pourquoi le ministre a voulu ainsi embellir le réel. Pendant les trois ans où il a été aux Finances, son ministère a produit de nombreuses études fort lucides sur l'économie du Québec, sa sous-performance, l'insuffisance des investissements, ses problèmes de productivité, son impasse financière. On change maintenant de ton parce qu'on entre en campagne électorale, où une absence d'optimisme dans l'analyse pourrait alimenter les adversaires et se retourner contre le gouvernement sortant.

Michel Audet, comme ses prédécesseurs, est victime de la fiction entretenue par le monde politique sur l'influence de leurs actions.

Il faut donc, comme le fait avec insistance le ministre, que « l'économie du Québec se porte bien ». Il faut également pouvoir le démontrer, comme il essaie de le faire, par exemple en affirmant : « En somme, le PIB réel du Québec s'est accru de 2 % par année depuis quatre ans, soit une progression comparable à celle des 20 dernières années ». Une façon de vouloir montrer que la gestion des libéraux n'a pas été pire que celle de leurs prédécesseurs. Pourtant, 2 % par année, c'est médiocre. Il n'y a rien là pour se vanter.

Michel Audet, comme ses prédécesseurs, est victime de la fiction entretenue par le monde politique sur l'influence de leurs actions. Dans le folklore politico-économique québécois, ce sont les gouvernements qui créent des emplois. À l'inverse, ils deviennent responsables des revers économiques. Pourtant, il est évident que le ralentissement économique que vivent le Québec ou l'Ontario échappe largement au contrôle de l'État et s'explique surtout par la hausse de la devise canadienne et par le ralentissement de l'économie américaine. Les Québécois sont assez intelligents pour comprendre cela.

Il y a donc, dans ces silences et ces demi-vérités, du calcul économique un peu primaire. Mais il y a aussi les manifestations d'une absence de leadership du ministre des Finances. Si le ministre Audet ne semble pas gêné de proposer un portrait si peu fidèle de l'économie québécoise, c'est que les bilans, les présentations, les grandes réflexions n'ont jamais été sa tasse de thé. Peut-être voulait-il inconsciemment faire le contre-poids à son illustre prédécesseur, Bernard Landry, si disert et si actif, qu'un peu de discrétion était bienvenue.

M. Audet, qui quittait la politique cette semaine, au lendemain du dépôt de son budget, a été un ministre des petits pas. Les mesures de ses trois budgets, prises ensemble, forment un tout cohérent et vont dans une direction, celle de créer de la richesse. Mais il ne fallait pas compter sur le ministre pour nous le dire, pour nous expliquer sa vision du développement ou pour nous la faire partager. Et pourtant, cette capacité de proposer et de mobiliser est un ingrédient essentiel du leadership.

Mourir de délais...

Les délais d'attente causés par le mécanisme de remboursement des médicaments d'exception mettent en péril la santé des patients

Le texte suivant est cosigné par Christian Constance, cardiologue, hôpital Maisonneuve-Rosemont; Richard Harvey, cardiologue, professeur agrégé, Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke; Réda Ibrahim, cardiologue, Institut de cardiologie de Montréal; Jacques Leloir, interniste, chef du département de pharmacologie et pharmaco-épidémiologue du Centre hospitalier universitaire de Montréal; Jean-Philippe Pelletier, cardiologue, Centre universitaire de santé McGill; André Roussin, interniste, Centre hospitalier universitaire de Montréal; et Magdi Sami, cardiologue, professeur titulaire de médecine, Centre universitaire de santé McGill.

Monsieur le ministre de la Santé,

Après les listes d'attente pour obtenir des soins au Québec, voilà que notre système de santé a créé une « liste d'attente des médicaments d'exception ».

Quel est l'objectif avoué du gouvernement? Réduire les coûts. Quelle est la conséquence la plus grave pour les malades? Mourir de délais.

Le programme de « médicament d'exception » est celui par lequel les médecins doivent remplir une demande exhaustive et justifier les motifs pour lesquels le patient devrait recevoir le médicament d'exception, basé sur des critères élaborés par le gouvernement.

À ce moment-ci, plus de 150 médicaments ont ce statut. Chacun d'eux possède au moins un critère de remboursement différent. Le médecin prescripteur doit

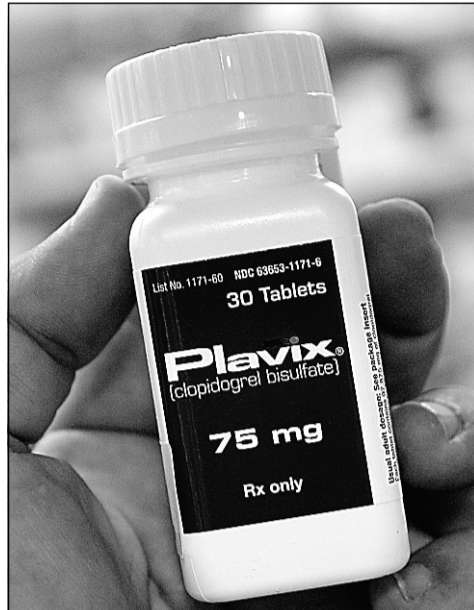


PHOTO ROBERT SULLIVAN, AFP

Les délais d'attente pour obtenir le Plavix, utilisé pour empêcher le blocage des artères, ont causé et continuent de causer la mort.

trative pour les patients et leur médecin! Quel gaspillage de fonds publics pour le gouvernement!

Fardeau administratif

Tout ce processus entraîne un fardeau administratif et prend du temps. Le patient doit espérer que sa demande de médicament d'exception soit transmise à la RAMQ durant les jours ouvrables. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas puisqu'on sait que la maladie ne fait pas que du « 9 à 5 ».

Nous voulons, Monsieur le ministre, attirer votre attention sur une situation que nous qualifions d'inadmissible et

La lourdeur du mécanisme de remboursement du Plavix augmente de 48 % le risque de mortalité chez les patients ayant subi un déblocage des artères nécessitant l'implantation d'endoprothèses.

se rappeler de tous ces critères, remplir la demande, la transmettre à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), qui doit prendre une décision, qui accepte les demandes dans la majorité des cas, qui transmet la décision au médecin prescripteur, envoie une copie conforme au patient... Quelle lourdeur adminis-

trative pour les patients et leur médecin! Quel gaspillage de fonds publics pour le gouvernement!

trative pour les patients et leur médecin! Quel gaspillage de fonds publics pour le gouvernement!

POST SCRIPTUM

Droits de scolarité et gros mots



ppagne@lapresse.ca
PIERRE-PAUL GAGNÉ

« Premiers jours de campagne électorale. Premières salves de la part des partis politiques. Et premiers courriels de nos lecteurs, qui donnent une idée de ce qui les préoccupe le plus (outre la santé) au moment où la course se met en branle. Sur quels sujets vous êtes-vous exprimé le plus au cours de la semaine dernière? Le budget Audet? Non. Les sujets qui vous ont le plus allumé, depuis lundi dernier, ont été le dégel des droits de scolarité et le comportement des politiciens. »

D'abord les droits de scolarité. La première réaction de maints observateurs était que Jean Charest prenait un énorme risque en s'engageant à mettre fin au gel qui dure depuis 1994, une décision qui soulève naturellement l'ire des associations étudiantes.

Or, c'est de façon très largement majoritaire que nos lecteurs ont accueilli favorablement la décision du Parti libéral de proposer le dégel des droits de scolarité. Des exemples :

« Je trouve tout à fait aberrante la montée de lait des étudiants. Ces démonstrations nous font réaliser que bon nombre d'étudiants n'ont pas atteint une maturité suffisamment développée car ils pensent encore que tout leur est dû! » (André Levert, La Prairie)

« Contester ou faire une grève pour

2 \$ par semaine n'est pas mon cheval de bataille. Depuis cinq ans, je travaille et j'économise pour payer mes études post-secondaires. Mon but est de réussir mes études dans un milieu où la qualité de l'enseignement est une priorité et où les frais de scolarité seront équitables pour tous. » (Charlène Prieur, étudiante au cégep de Valleyfield)

« N'importe où ailleurs au pays, les étudiants se seraient réjouis que les droits de scolarité n'augmentent que de 50 \$ par session. Au Québec, où les étudiants jouissent des droits les plus bas au pays, on menace de faire la grève. Je pense que ça en dit long sur la société québécoise. » (André Vincent, Gatineau)

« Le gel ne favorise aucunement les plus démunis : il favorise les mieux nantis. Cessons de voir les activistes étudiants en faveur du gel comme des héros défendant un droit fondamental et voyons-les plutôt comme ce qu'ils sont vraiment : des parasites désirant conserver des acquis qui ont déjà trop coûté à la société. » (Philippe-Olivier Daniel, HEC Montréal)

On ne peut pas présumer pour l'instant de l'influence que pourrait avoir sur la campagne électorale d'éventuelles manifestations étudiantes, mais il ressort que la position en faveur du maintien indéfini du gel, appuyée par le PQ et les syndicats, ne semble pas pour l'instant recueillir l'appui populaire quelques jours après le déclenchement de la campagne électorale.

Par ailleurs, alors qu'André Boisclair répétait avec insistance que Jean Charest est un menteur et que le ministre Jacques Dupuis lui répli-

quait en rappelant la consommation de cocaïne du chef péquiste, nos lecteurs ont été nombreux à désavouer le ton adopté par les chefs en ce début de campagne.

« Au cas où vous l'auriez oublié, sachez que nous ne vous payons ni pour faire du théâtre, ni pour vous crier des insultes. Cessez donc votre cirque! Non seulement nous n'en sommes pas dupes, mais nous en avons la nausée. » (Micheline Lalonde-Graton, Sainte-Julie)

« C'est vraiment dommage que les politiciens tiennent maintenant un discours destructif comme chez nos voisins du Sud au lieu d'un discours solide, constructif et, surtout, réaliste. Il ne faut pas se demander pourquoi le taux de confiance envers les politiciens est à son plus bas. » (Patrick Clément)

« Auriez-vous l'obligance de nous offrir l'espoir, des projets structurants, une volonté de leadership... sans pour autant vous crier des bêtises et des noms sur la place publique! Faites de cette campagne une campagne différente. Utilisez le JE et non le TU... et ainsi nous pourrions atteindre le NOUS en faisant le bon choix, car vous savez, nous sommes des adultes! » (Bianca Battistini, Sherbrooke)

« Vous m'enlevez le goût de voter et de vous écouter. Cessez de faire vos petites scènes d'enfants mal élevés. Le temps que vous prenez à vous descendre entre vous et à mentir, c'est toujours nous qui payons la facture. » (Monique Fournier, Montréal)

Devant ce ras-le-bol populaire, ce n'est peut-être pas surprenant que le taux de participation au dernier scrutin soit descendu à 70 %...

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE

Radio-Canada

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Philippe Falardeau

C'est l'année d'un bon cru, d'un très bon cru, pour le cinéaste québécois Philippe Falardeau. Il a obtenu cinq prix Jutra pour son plus récent long métrage, *Congorama*, dont ceux du meilleur film, de la meilleure réalisation et du meilleur scénario. L'homme-orchestre, l'inventeur de l'histoire primée, n'a pas 40 ans, il n'est plus tout à fait de la relève sans pourtant être vieux, et il a surtout une tête remplie d'autres idées, d'autres images qu'il nous tarde de connaître.



PHOTO LAURENT EMANUEL, AP



J'ai un lien très étroit avec ma mère, avoué-t-il. Aussi loin que je sois, elle sait si je suis bien ou non.



La *Course destination monde* a été pour lui un outil catalyseur d'énergie créatrice. Une rampe de lancement.

Commencement et suite

Né à Gatineau (Hull) en 1968, il se décrit comme un « petit garçon nerveux, hyperactif ». Rien que des garçons dans la famille. Un père statisticien, inventif, amoureux de sport, et une mère attentive, rassembleuse, qui aime aussi le sport. Philippe en a pratiqué plusieurs, dont le badminton, où il aurait pu devenir un athlète de haut niveau.

Leur père a construit lui-même le chalet « qui nous ramène à notre cocon, à l'époque où tout était possible », un lieu de retrouvailles entre eux, chaque été.

Le réalisateur a quitté l'Outaouais en 1991, mais sans rupture. « J'ai un lien très étroit avec ma mère, avoué-t-il. Aussi loin que je sois, elle sait si je suis bien ou non. » Avec elle, il échange des livres et des idées.

Cet amour des femmes, grâce à sa mère notamment, lui a inspiré un petit film de cinq minutes intitulé *Ode aux femmes*. Selon lui, il n'est pas montrable parce qu'il est constitué d'images découpées au hasard, mais il demeure « le meilleur au point de vue création ». Conscient qu'il appartient désormais à la communauté artistique, il reste pudique sur le mot artiste, une mission qu'il place au-dessus de tout.

Il retient tout ce qu'il lit, tout ce qu'il entend, tous les films qu'il voit. « Je suis une éponge. » Une éponge qui ne sera pas souvent imbibée de larmes, car Falardeau joue bien les larmes refoulées, les sentiments discrets, « sauf dans le noir d'une salle de cinéma », avoué-t-il. Pourtant, il garde en lui quelques émotions, dont certaines sont indélébiles. Parmi celles-ci, la mort de Dédé Fortin, « cette grande douleur qu'il devait avoir », et le discours d'adieu d'André Agassi, au moment d'abandonner le tennis. C'est la pureté, la dignité, le sacrifice, le don de soi, qui trouble ce grand cérébral drôle, attachant et sympathique.

Il fait remarquer avec tristesse qu'une majorité de réalisateurs québécois connaissent ou ont connu un sort dramatique, mort tragique, maladie grave, sans compter l'oubli, la pire des calamités pour un créateur. L'espoir de Falardeau est que dans 10 ans il puisse avoir réalisé au moins trois autres longs métrages. Et que la relève ne le refoule pas aux oubliettes.

Son prochain film en préparation : *C'est pas moi, je le jure!*

ANNE RICHER

Philippe Falardeau aurait pu devenir archéologue. Il aurait pu être brillant en sciences politiques, en relations internationales, en sport de haut niveau (sic). Il aurait pu être enfermé dans une tour d'ivoire, contempler le monde et le disséquer en cases minuscules. Il a choisi, ou plutôt le cinéma l'a choisi pour faire tout cela, mais sur un mode imagé, dans une langue compréhensible, avec profondeur et humour. Son film *Congorama* en est l'éclatante démonstration. Il dit qu'il y a beaucoup de lui dans le personnage de Léon, le frère de Michel. Si vous êtes curieux, allez vite voir le film.

La Presse et Radio-Canada ajoutent leur voix à celle de ses pairs en le nommant Personnalité de la semaine.

La Course

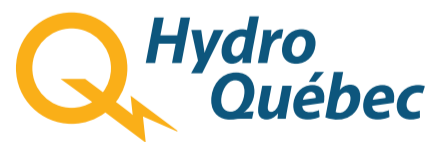
La fameuse *Course destination monde*, diffusée sur les ondes de Radio-Canada, a catalysé les rêves de bien des jeunes de l'époque et a permis l'éclosion de

nombreux talents. Philippe Falardeau a remporté l'édition 1992-1993; il a aussi remporté le prix du Centre de recherche pour le visionnement audiovisuel.

Cela explique pourquoi le jeune homme de 24 ans, après des études en sciences politiques à l'Université d'Ottawa, une médaille d'argent, une bourse, un travail comme analyste politique, n'a jamais complété sa maîtrise en relations internationales. Après la *Course*, il a été invité à réaliser l'édition française de *Surprise sur prise*, sur France 2. Difficile de résister à la tentation de continuer sur sa lancée, « difficile surtout de laisser passer une chance pareille ». Et puis, Paris!

Mais ce n'est pas toujours évident de sortir du moule : « J'ai ressenti du remords pendant 10 ans pour ne pas avoir terminé ma maîtrise. » C'était pour ses parents surtout. « Finalement, devant mes petits succès, ils m'ont dit : "Vas-y! Go!" »

Des écritures, des courts et moyens métrages, et finalement un premier long métrage, *La moitié gauche du frigo*, en 2000.



RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA

À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
RDI EN DIRECT

Avec Louis Lemieux

VENDREDI, SAMÉDI ET DIMANCHE DÈS 6h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 9h40



RDI

SOURCE D'INFORMATION



DEMAIN MATIN

C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN

Avec René Homier-Roy

DU LUNDI AU VENDREDI 5h À 9h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 6h50



PREMIÈRE CHAÎNE